

# OBSERVATOIRE DES ÉCONOMIES ILLICITES EN AFRIQUE DE L'OUEST

NUMÉRO **9** NOVEMBRE 2023

## En résumé



**Le groupe rebelle 3R de la République centrafricaine perd des territoires ainsi que le contrôle de l'économie illicite du bétail, ce qui nuit à sa légitimité et offre la possibilité à l'État d'intervenir davantage.**

Le groupe rebelle 3R (Retour, Réclamation et Réhabilitation) s'est fait connaître en 2015 en assurant la sécurité des éleveurs de bétail peuls dans l'ouest de la République centrafricaine en échange d'une levée illégale d'impôts. Après la mort de son leader Bi Sidi Souleymane – connu sous le nom de Sidiki Abbas – en 2021, le 3R a perdu un important contrôle territorial au profit des forces gouvernementales. En conséquence, le groupe a subi une perte de revenus provenant de la taxation du marché du bétail et, en désespoir de cause, a adopté des tactiques criminelles plus prédatrices et opportunistes. Cette exacerbation de la violence a entraîné une perte de légitimité du 3R, offrant peut-être à l'État l'occasion de reconstruire le contrat social avec les communautés locales en leur proposant une meilleure alternative de gouvernance.



**L'après Prigojine : la poursuite de l'engagement mercenaire, militaire et criminel de la Russie en Afrique.**

Après la mort du chef de guerre russe Evgeni Prigojine et de plusieurs de ses plus proches lieutenants en août, de nombreux observateurs internationaux se sont interrogés sur le sort du groupe Wagner et des activités économiques, militaires et criminelles menées par Prigojine en Afrique. Pourtant, si Wagner est une organisation unique, ce n'est pas le seul groupe de mercenaires ou acteur russe en « zone grise » à s'intéresser à l'Afrique, comme le montrent les récentes incursions de l'ancien trafiquant d'armes Viktor Bout dans la politique et le monde des affaires. D'autres sociétés militaires privées russes semblent également vouloir s'implanter en Afrique. Ces acteurs et mandataires privés, souvent liés entre eux, peuvent être considérés comme faisant partie d'un complexe militaro-affairiste plus large à travers lequel la Russie cherche à influencer les événements à l'étranger.





### **Les réseaux intercontinentaux de trafic de drogue opérant via l'Afrique de l'Ouest ont commencé à échanger directement du haschisch contre de la cocaïne.**

Depuis au moins 2020, une nouvelle dynamique a émergé dans les flux de drogue intercontinentaux. Les réseaux criminels échangent directement du haschisch produit au Maroc contre de la cocaïne provenant du Brésil. Le même navire transporte souvent de la cocaïne dans un sens et du haschisch dans l'autre. De nombreux navires transitent par l'Afrique de l'Ouest, où ils déposent des cargaisons qu'ils récupèrent plus tard. Cette nouvelle tendance visant à troquer le haschisch contre de la cocaïne pourrait accroître la capacité des réseaux de trafic maritime à faire transiter de plus grandes quantités de cocaïne par l'Afrique de l'Ouest et le Sahel.



### **Le coup d'État du Niger a entraîné l'arrêt de la coopération transfrontalière entre les services répressifs contre le banditisme armé dans le nord-ouest du Nigeria.**

Après le coup d'État qui a renversé le gouvernement démocratiquement élu du Niger, le 27 juillet 2023, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a mis en œuvre des sanctions contre le Niger et a ordonné à ses membres de fermer leurs frontières avec le pays. Pour le Nigeria, qui partage une frontière de plus de 1 600 kilomètres avec le Niger, les mesures ont entraîné l'effondrement d'une collaboration transfrontalière en matière de sécurité contre les bandits armés opérant dans les zones frontalières du nord-ouest du Nigeria. Les forces de sécurité du Nigeria ont constaté une recrudescence des actes de banditisme dans les zones frontalières, qu'elles corrélaient à une augmentation correspondante de la contrebande de munitions dans le pays. La réduction de la coopération transfrontalière a eu des répercussions négatives sur la sécurité, tandis que les fermetures de frontières ont eu des conséquences humanitaires et économiques importantes pour les communautés frontalières.

## **À PROPOS DE CE NUMÉRO**

Ce neuvième numéro du Bulletin de risque des économies illicites en Afrique de l'Ouest vise à montrer que la dynamique de la criminalité organisée en Afrique de l'Ouest est liée à des tendances politiques et économiques plus larges, aussi bien au niveau régional que mondial. Nos recherches effectuées sur les réseaux de trafic de cocaïne opérant via la côte ouest-africaine, par exemple, ont révélé une nouvelle tendance à l'échange direct de haschisch contre de la cocaïne par l'intermédiaire de ces réseaux. Cette tendance, qui s'explique par des conditions économiques favorables dans le commerce mondialisé des drogues illicites, a des conséquences importantes pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, où les réseaux de trafic de drogue traversent certains des pays les plus instables de la région sur le plan politique. Les particularités des marchés illicites et de la corruption au niveau local sont liées à ces forces du marché mondial.

De même, le groupe russe Wagner a fait des vagues dans toute l'Afrique, même après la mort de son

dirigeant, Evgeni Prigojine. Les opérations du groupe de mercenaires, notamment les violations généralisées des droits de l'homme et l'implication dans le secteur des minerais qui ont conduit les États-Unis à désigner le groupe comme une « organisation criminelle transnationale », ont un impact sur la sécurité régionale en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Des forces géopolitiques sont à l'œuvre ici : le rôle du groupe Wagner en Afrique s'insère dans la contestation géopolitique plus large entre la Russie et l'Occident dans le cadre de la guerre en Ukraine.

L'une des crises qui a frappé la région ces derniers mois est la conséquence du coup d'État militaire survenu au Niger le 27 juillet. En réponse, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a imposé des sanctions au Niger et a ordonné à ses membres de fermer leurs frontières avec le pays, et la région reste dans l'impasse. Cette rupture de la communication régionale a eu de nombreuses conséquences, notamment la rupture de la coopération transfrontalière

entre les services répressifs du Nigeria et ceux du Niger en matière d'application de la loi. Cette situation a entraîné une recrudescence des actes de banditisme dans les zones frontalières. Dans ce cas, la dynamique politique régionale a eu un effet mesurable sur l'activité criminelle organisée.

Ces histoires illustrent la manière dont les recherches de la GI-TOC visent toujours à fournir un contexte quand il s'agit d'analyser la criminalité organisée, en combinant des détails granulaires sur la manière dont les économies illicites fonctionnent sur le terrain avec les facteurs régionaux et mondiaux plus larges qui les façonnent.

# Le groupe rebelle 3R de la République centrafricaine perd des territoires ainsi que le contrôle de l'économie illicite du bétail, ce qui nuit à sa légitimité et offre la possibilité à l'État d'intervenir davantage.

La mort, en mars 2021, de Bi Sidi Souleymane, connu sous le nom de Sidiki Abbas, l'ancien chef du mouvement rebelle peul Retour, Réclamation et Réhabilitation (3R) en République centrafricaine (RCA), a entraîné des perturbations et des contestations au sein du groupe, qui se poursuivent encore aujourd'hui.

Le 3R s'est fait connaître en 2015 en imposant illégalement des taxes aux éleveurs de bétail peuls dans l'ouest de la RCA en échange de leur protection. Deux ans et demi après la mort d'Abbas, les défaites subies par le groupe face aux forces armées centrafricaines épaulées par les mercenaires de Wagner lui ont fait perdre le contrôle de pans entiers de son ancien territoire dans le nord et l'ouest de la République centrafricaine. Cette perte de territoire, qui s'est accompagnée de la fuite de nombreux éleveurs peuls vers le nord et l'est du Cameroun pour échapper aux combats entre le 3R et les forces gouvernementales,<sup>1</sup> a entraîné une baisse significative des revenus du 3R.

Aujourd'hui, cette atteinte à leur système de gouvernance criminelle a conduit le groupe à adopter des approches d'extorsion et plus prédatrices à l'égard des populations locales afin de consolider leur base financière. Le soutien des éleveurs peuls a donc diminué. Des dynamiques similaires ont été observées en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale, où la diminution des revenus des groupes armés non étatiques entraîne une augmentation de la violence et de l'extorsion, érodant ainsi la légitimité de ces groupes.

L'évolution du contrôle extrajudiciaire du 3R sur le marché du bétail montre à quel point un changement au niveau d'une source de revenus essentielle peut avoir un impact sur un groupe armé, en affectant ses tactiques et en modifiant ses relations avec ses partisans et les communautés dans les zones qu'il contrôle. Ces changements constituent des points d'entrée pour les États qui cherchent à rebâtir leur

légitimité aux yeux des communautés qui étaient auparavant proches des fournisseurs de gouvernance alternative. Ils promettent ainsi d'éroder la base de soutien des groupes armés non étatiques et d'affaiblir leur accès aux ressources et aux aides.

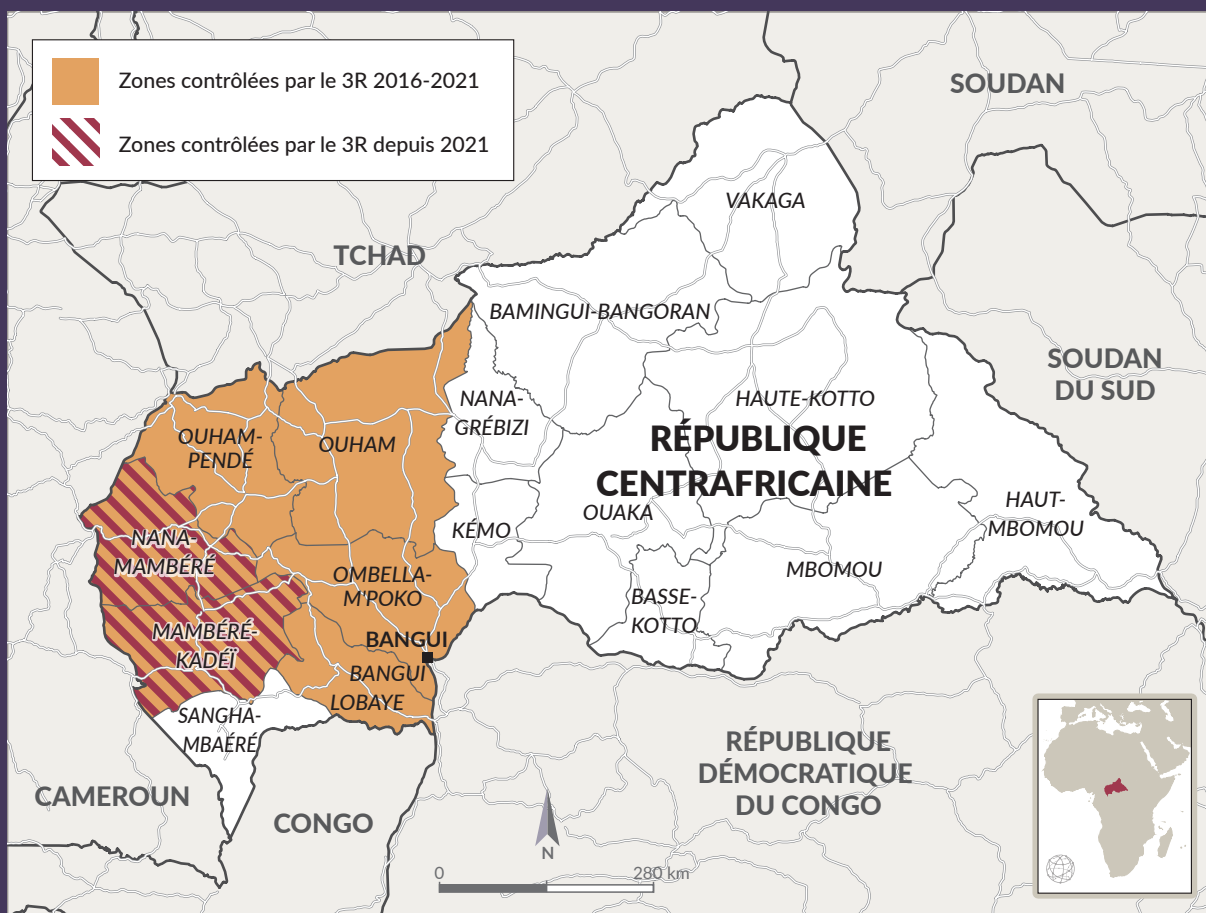
## L'émergence du 3R et son rôle dans l'économie du bétail

Le 3R trouve son origine dans le conflit ethnique qui a suivi la crise de 2013 en RCA. En mars de la même année, l'ancien président François Bozizé a été chassé du pouvoir par la Séléka, une coalition de factions rebelles de tendance musulmane qui se sentaient opprimées sous le régime de Bozizé.<sup>2</sup> Dans la foulée, les anti-balaka – une milice composée de groupes ethniques chrétiens – ont pris pour cible les groupes musulmans, en particulier les Peuls, lors d'attaques de représailles. Lorsque les éleveurs de bétail peuls se sont exilés au Cameroun et au Tchad, nombre d'entre eux ont été tués par des groupes anti-balaka.<sup>3</sup>

C'est dans ce contexte que Sidiki Abbas et le 3R ont émergé, mobilisant la communauté peul à partir de novembre 2015 en promettant que le groupe protégerait les éleveurs.<sup>4</sup> Le nom de la milice, Retour, Réclamation et Réhabilitation, fait référence à l'objectif des Peuls de retourner en RCA après avoir été dispersés dans toute la région par les anti-balaka.

Assurer la sécurité des éleveurs était le credo du mouvement 3R. « Si son chef, Sidiki Abbas, a fait du retour des Peuls chassés sa principale revendication, l'action de la milice a avant tout un objectif pastoral : rouvrir l'accès aux zones pastorales de la frontière centrafricano-camerounaise et lutter contre les voleurs de bétail, et donc contre toutes les formes de criminalité qui minent cette société pastorale », explique un journaliste centrafricain.<sup>5</sup>

Sidiki Abbas s'est retrouvé à la tête de cette organisation en partie grâce à son passé criminel de *zaraguina* – un



**FIGURE 1** Zones contrôlées par le groupe rebelle 3R en République centrafricaine.

Remarque : Les zones contrôlées par le 3R ont été identifiées comme des points sensibles pour les économies illicites, notamment le commerce de l'or, le trafic d'armes et le commerce des pierres précieuses. Pour plus d'informations, voir : <https://wea.globalinitiative.net/illlicit-hub-mapping/fr/map>.

terme utilisé pour décrire les bandits ruraux dont les activités comprennent le vol de bétail,<sup>6</sup> les enlèvements et les attaques sur les autoroutes.<sup>7</sup> Le rôle d'Abbas en tant que *zaraguina* lui a permis d'émerger en tant que chef de guerre parmi les jeunes hors-la-loi, qui ont mis à profit leur expérience de la criminalité et de la violence pour former le 3R en tant que groupe d'autodéfense peul.<sup>8</sup>

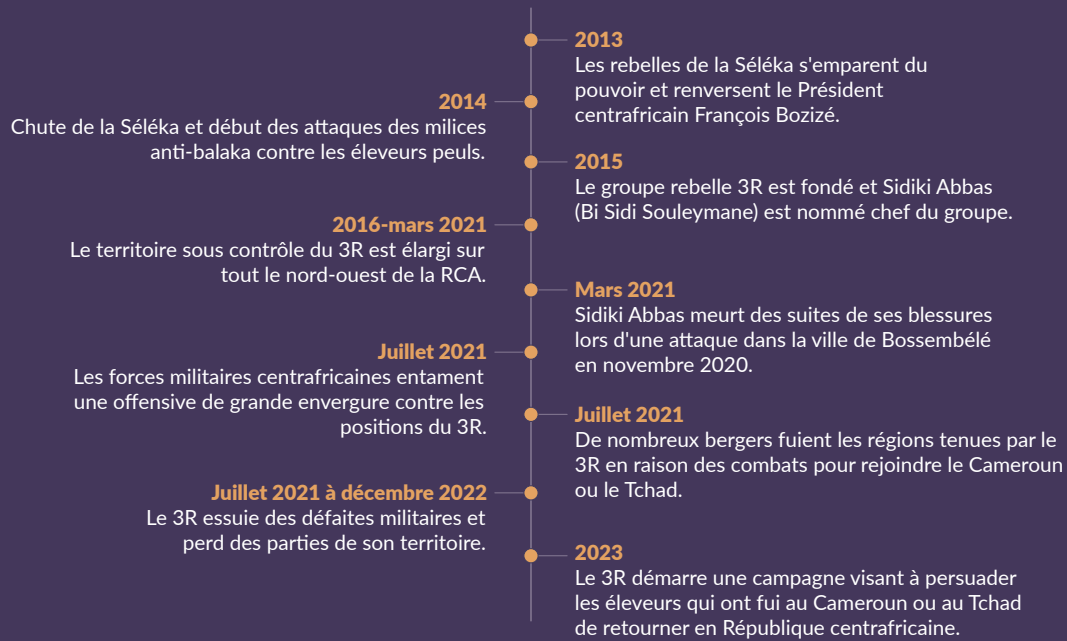
#### **Le système fiscal *tchoffal* sous Sidiki Abbas : 2015-2021**

Le système de taxation du bétail mis en place par le 3R et Sidiki Abbas, connu sous le nom de *tchoffal*, prévoit que tout éleveur possédant du bétail dans la zone contrôlée par le 3R doit payer des taxes en échange d'une protection contre les voleurs de bétail et les preneurs

d'otages qui attaquent les campements d'éleveurs.<sup>9</sup> Les fonds provenant de ce système soutiennent les activités du 3R et permettent l'achat d'armes.<sup>10</sup>

Ce *tchoffal* s'inspire du système de taxes payées par les éleveurs aux chefs coutumiers et aux communes (autorités locales) en RCA et au nord du Cameroun pour l'accès à la terre et aux pâturages.<sup>11</sup> En raison de la crise sécuritaire et de la violence généralisée, ces niveaux de gouvernement ne fonctionnaient plus dans de nombreux territoires. Le 3R a repris le flambeau de ces fournisseurs traditionnels en matière de gouvernance et de sécurité et a signé un accord avec les éleveurs de bétail qui avaient fui le conflit.

## LE DÉVELOPPEMENT DU GROUPE REBELLE 3R



Le montant de la taxe *Tchoffal* est calculé en fonction de la taille du troupeau. Chaque troupeau d'environ 30 à 50 animaux se verrait imposer un taureau, dont la valeur est estimée à 400 000-500 000 francs CFA (FCFA), soit environ 600 euros.<sup>12</sup> Pour un grand troupeau de plus de 100 animaux, deux taureaux sont imposés. Cette taxe s'applique aux éleveurs résidents ainsi qu'à ceux qui entrent sur le territoire du 3R en provenance des pays voisins. Tout éleveur qui se soustrait à cette taxe peut se voir imposer le double du montant normal : un taureau à titre d'amende pour évasion et un autre à titre de paiement du *tchoffal*.<sup>13</sup>

Pendant la saison sèche, lorsque les éleveurs se déplacent, le mouvement 3R adapte ses tactiques. Des unités mobiles équipées de motos sont chargées de suivre les éleveurs qui tentent de se soustraire au paiement des taxes en empruntant des routes migratoires différentes de celles où le 3R dispose de points de collecte de taxes permanents.<sup>14</sup> Pour collecter ces taxes, le mouvement s'inscrit également dans le tissu institutionnel préexistant, obligeant les lamibé et les arbé (chefs coutumiers chez les Peuls, sédentaires et nomades, respectivement) à tenir à jour et à fournir une liste de tous les éleveurs présents dans leurs zones de juridiction.<sup>15</sup>

En contrepartie, les éleveurs, leur bétail et leurs familles bénéficient d'une protection du 3R pendant une saison pastorale de six mois. En cas d'attaque, un éleveur peut alerter un lieutenant du 3R, qui envoie une force d'intervention à la poursuite des bandits afin qu'il récupère le bétail volé ou les membres de la famille kidnappés.<sup>16</sup>

Visiblement, les taxes imposées par le 3R sont bien plus élevées que les taxes prélevées par les autorités locales avant la crise sécuritaire, qui s'élevaient à 100 FCFA (0,15 €) par tête pour une saison de reproduction de six mois, soit 80 à 100 fois moins que le *tchoffal* du 3R. L'augmentation de la taxe s'explique par le fait que le groupe armé profite du fait qu'il est le seul fournisseur de services de sécurité disponible dans une zone dangereuse.

D'autres groupes armés en RCA ont utilisé des systèmes de *tchoffal* similaires, bien qu'ils puissent fonctionner différemment. L'Unité pour la paix en Centrafrique, créée en octobre 2014 et dirigée par Ali Darassa, préleverait des taxes en espèces plutôt qu'en nature – 100 FCFA (0,15 €) par bœuf, en échange d'une protection.<sup>17</sup>

Sous la direction d'Abbas, le 3R a créé un système de protection qui a soutenu certains éleveurs, qui ont choisi de faire paître leur bétail en RCA plutôt qu'au Cameroun ou au Tchad voisins. Le déplacement massif des Peuls s'est arrêté en 2016, et beaucoup de ceux qui avaient déjà fui vers le nord du Cameroun et le Tchad sont revenus. Dès le début de l'année 2016, le mouvement 3R s'est positionné comme une source de protection dans les communes d'élevage de l'ouest de la RCA.<sup>18</sup>

« Le contrat est simple : la liberté de pâturage et une certaine protection en échange de la reconnaissance exclusive du 3R en tant qu'autorité », a expliqué un groupe d'éleveurs peuls à Mbaimbom, à la frontière entre le Cameroun, la République centrafricaine et le Tchad, en 2020.<sup>19</sup> Grâce aux bons pâturages de l'ouest de la RCA, le bétail peut se reproduire plus facilement. « Nous ne nous plaignons pas des taxes sur les rebelles. Un éleveur qui a quatre troupeaux de 100 à 250 têtes n'aura pas moins de 250 à 300 naissances par an, donc même s'il paie 30 à 50 têtes de bétail en taxes, il ne perd rien », expliquent les éleveurs. « C'est l'avantage de la République centrafricaine, malgré la guerre. »<sup>20</sup>

Selon les statistiques des éleveurs, le système du 3R a permis de réduire les attaques des bandits et des milices anti-balaka contre les éleveurs. Le président des éleveurs de la province de l'Ouham-Pendé a noté que, de 2017 à 2020, aucune prise d'otage sur des familles d'éleveurs n'a été enregistrée, ce qui a été attribué aux sanctions du 3R à l'encontre des kidnappeurs.<sup>21</sup> Les responsables locaux ont constaté que le nombre de conflits entre éleveurs et agriculteurs – très répandus avant la crise de 2013 – a également diminué de manière significative entre 2015 et 2022 dans les zones contrôlées par le 3R.<sup>22</sup>

### **Le mouvement 3R suite au décès de Sidiki Abbas en 2021 : Hausse des taux d'imposition et érosion de la légitimité**

Bien que Sidiki Abbas ait réussi de son vivant à rallier la communauté peule à la cause du 3R et à mettre en place un système de protection des *tchoffals* qui fonctionne, sa mort en mars 2021 a plongé le mouvement 3R dans le désarroi. Des conflits de leadership entre deux membres fondateurs, Bobbo Sembé et Siwo Tchirgou, ont divisé et affaibli le mouvement.<sup>23</sup> Profitant de ces dissensions internes, les forces armées centrafricaines, soutenues par le groupe Wagner, ont lancé un assaut sur les positions du 3R. Le mouvement a subi d'importantes pertes de territoire et l'intensité du conflit a provoqué la

fuite de nombreux éleveurs qui s'étaient installés dans les zones contrôlées par le 3R.<sup>24</sup>

Cela a coûté cher au 3R, à la fois en termes de territoire et de revenus. En conséquence, le mouvement, aujourd'hui désorganisé, a eu recours à des tactiques plus désespérées. Le 3R a été accusé d'organiser des raids dans les villages et de tendre des embuscades sur les routes, rappelant le passé criminel *zaraguina* de nombre de ses combattants.<sup>25</sup> Le groupe a également imposé des taxes mensuelles supplémentaires de deux bovins par troupeau, les qualifiant parfois de taxes pour « l'effort de guerre ». Dans d'autres cas, la taxe *tchoffal* a été imposée au hasard, les combattants du 3R revenant peu après le paiement de la taxe et invoquant le manque de ressources financières du groupe pour justifier leurs nouvelles exigences.<sup>26</sup>

La taxation du bétail n'est cependant pas la seule forme de revenu du 3R. Un rapport du groupe d'experts des Nations unies datant de 2021 indique que le 3R taxe également le secteur de l'or. Le panel a soutenu que le 3R contrôlait des centres de production d'or dans les préfectures de la Nana-Mambéré et de la Mambéré-Kadéï et qu'il était « souvent » impliqué dans l'exploitation de l'or dans la préfecture d'Ombella-Mpoko, taxant les mineurs artisanaux chaque semaine et percevant un pourcentage de leur production d'or. Le groupe d'experts a signalé que l'extorsion des sociétés minières industrielles par le 3R était devenue « plus courante » jusqu'en 2021.<sup>27</sup> Cependant, avec la réduction significative du contrôle territorial du 3R, le contrôle sur nombre de ces zones de production d'or a cessé. Les nouvelles tactiques sporadiques et désespérées employées pour taxer les éleveurs de bétail suggèrent que le groupe a subi une perte importante de revenus globaux.

Ces tactiques ont discrédité le mouvement 3R aux yeux de nombreux éleveurs. Au cours des deux dernières années, l'allégeance au 3R manifestée par les chefs peuls a fait l'objet de critiques, la frontière entre protection et extorsion étant de plus en plus floue. « La mainmise des groupes armés sur le secteur de l'élevage est aujourd'hui dénoncée comme du racket contre les éleveurs. Obligés de livrer plusieurs animaux par mois aux groupes armés, les éleveurs disent qu'ils en ont assez de ces taxes abusives », a déclaré un chef coutumier à Niem-Yelwa, dans l'ouest de la RCA, à la fin de l'année 2022.<sup>28</sup>

La principale force du 3R résidait auparavant dans le soutien apporté par les éleveurs et les chefs peuls.<sup>29</sup> Pourtant, alors qu'ils avaient l'habitude de rechercher une protection, plusieurs sources affirment que les éleveurs poursuivent désormais une stratégie d'évitement des groupes armés.<sup>30</sup>

Aujourd'hui, l'avenir du système de taxation du 3R semble moins assuré. Bien que certains éleveurs qui avaient fui soient retournés en RCA, nombreux sont ceux qui acceptent davantage la légitimité de l'État centrafricain, qui a réalisé des progrès significatifs au cours des deux dernières années en reprenant son territoire aux groupes rebelles tels que le 3R.<sup>31</sup>

Le schéma des groupes armés non étatiques confrontés à un manque à gagner dû à la perte de territoires, augmentant les taxes sur les communautés, devenant plus prédateurs et perdant ainsi leur légitimité auprès des communautés, s'est répété dans différents contextes à travers l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale. Par exemple, comme indiqué dans un précédent numéro de ce bulletin, la province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) dans le nord du Cameroun a augmenté

l'imposition illégale des communautés après avoir été ciblée par des opérations militaires. Cette augmentation de la fiscalité a été accueillie avec résistance et a entraîné une augmentation des violences commises par l'ISWAP à l'encontre des civils.<sup>32</sup>

Le 3R et son système de taxation du bétail illustrent donc la manière dont les changements dans les économies illicites peuvent avoir un impact sur le modus operandi des groupes armés. Dans ce cas, si le 3R est devenu une menace moindre pour l'État du fait d'avoir perdu des territoires, la légitimité de sa base de soutien et ses sources de revenus, il est également devenu une plus forte menace pour la communauté sur le territoire qui lui reste et se montre plus violent, opportuniste et prédateur. Ce comportement, plus dommageable pour les communautés, offre également aux États un point d'entrée permettant de récupérer leur légitimité, un facteur clé pour déterminer le succès du contrôle territorial par les groupes armés non étatiques. Le suivi de l'évolution des schémas de taxation illicite peut donc fournir des indications sur le calendrier des interventions de l'État visant à rétablir des contrats sociaux avec les communautés qu'il est censé gouverner.

## Notes

- 1 Entretien avec un fonctionnaire de l'Association pour l'Intégration et le Développement Social des Peuhls - Mbororo de Centrafrique (AIDSPC), Mbaimboum, 20 avril 2020.
- 2 Ibid.
- 3 Human Rights Watch, République centrafricaine : Les musulmans sont pris au piège dans des enclaves. Les autorités centrafricaines et les Casques bleus devraient permettre des évacuations et améliorer la sécurité, 22 décembre 2014, <https://www.hrw.org/fr/news/2014/12/22/republique-centrafricaine-les-musulmans-sont-pris-au-piege-dans-des-enclaves>.
- 4 Entretien avec un responsable du bureau de l'association des éleveurs de la province de l'Ouham-Pendé, Mbaimboum, 24 mai 2020.
- 5 Entretien avec un journaliste centrafricain local, Mpang, 18 avril 2020.
- 6 Pour en savoir plus sur les *zaraguinas* au Cameroun, voir : Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *Farmers and herders increasingly targeted as kidnapping for ransom reaches record levels in Cameroon's Nord region*, Bulletin de risque – Numéro 8, GI-TOC, août 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-008/02-farmers-and-herders-increasingly-targeted-as-kidnapping-for-ransom.html>.
- 7 Entretien avec un journaliste centrafricain local, Mpang, 18 avril 2020.
- 8 Ibid.
- 9 Entretien avec un fonctionnaire de l'AIDSPC, Mbaimboum, 20 avril 2020.
- 10 Entretien avec un responsable du bureau de l'association des éleveurs de la province de l'Ouham-Pendé, Mbaimboum, 24 mai 2020.
- 11 Entretien avec un membre de la Fédération Nationale des Éleveurs Centrafricains, Mbéré, 22 mai 2020.
- 12 Ibid.
- 13 Ibid.
- 14 Entretien avec un responsable du bureau de l'association des éleveurs de la province de l'Ouham-Pendé, Mbaimboum, 24 mai 2020.
- 15 Ibid.
- 16 Ibid.
- 17 Ibid.
- 18 Ibid.
- 19 Entretien avec un groupe d'éleveurs peuls, Mbaimboum, 25 mai 2020.
- 20 Ibid.
- 21 Entretien téléphonique avec un fonctionnaire de la commune de Kouï, 10 juin 2020.
- 22 Ibid.
- 23 Ndjoni Sango, *RCA : guerre de succession au sein du mouvement 3R après la mort de Sidiki Abbas ?*, 7 avril 2021, <https://ndjonisango.com/2021/04/07/rca-guerre-de-succession-au-sein-du-mouvement-3r-apres-la-mort-desidiki-abbas/> ; Entretien avec un fonctionnaire du bureau de l'association des éleveurs de la province de l'Ouham-Pendé, Mbaimboum, 24 mai 2020 ; Entretien avec un chef coutumier de la commune d'élevage de Niem-Yelwa, Touboro, 30 septembre 2022.
- 24 Entretien avec un chef coutumier de la commune d'élevage de Niem-Yelwa, Touboro, 30 septembre 2022.



- 25 Entretien avec un journaliste centrafricain local, Mpang, 18 avril 2020.
- 26 Entretien avec un chef coutumier de la commune d'élevage de Niem-Yelwa, Touboro, 30 septembre 2022.
- 27 Nations unies, Lettre datée du 25 juin 2021, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts sur la République centrafricaine reconduit dans son mandat par la résolution 2536 (2020) (S/2021/569), 2021, <https://reliefweb.int/report/central-african-republic/final-report-panel-experts-central-african-republic-extended-4>.
- 28 Entretien avec un chef coutumier de la commune d'élevage de Niem-Yelwa, Touboro, 30 septembre 2022.
- 29 Ibid.
- 30 Entretien avec un éleveur local centrafricain, Mbéré, 10 mai 2023 ; Entretien avec un journaliste local centrafricain, Mpang, 18 avril 2020 ; Entretien téléphonique avec un responsable de la commune de Kouï, 10 juin 2020.
- 31 Entretien avec un chef coutumier de la commune d'élevage de Niem-Yelwa, Touboro, 30 septembre 2022.
- 32 Observatoire des économies illicites en Afrique de l'Ouest, *ISWAP's extortion racket in northern Cameroon experiences growing backlash from communities*, Bulletin de risque, Numéro 7, GI-TOC, avril 2023, <https://riskbulletins.globalinitiative.net/wea-obs-007/04-iswaps-extortion-racket-in-northern-cameroon.html>.

# L'après Prigojine : La poursuite de l'engagement mercenaire, militaire et criminel de la Russie en Afrique.

Après la mort dramatique du chef de guerre russe Evgeni Prigojine et de plusieurs de ses lieutenants les plus proches en août, les observateurs internationaux ont surtout discuté de la question de savoir quels individus ou organisations pourraient prendre le contrôle des activités économiques, militaires et criminelles de Prigojine en Afrique.

À la tête du groupe Wagner, Prigojine a créé un empire commercial complexe qui couvrait les économies licites et illicites, échangeant des mercenaires contre l'accès aux ressources naturelles des pays africains et s'associant aux gouvernements de ces derniers. Ces ressources, notamment l'or et les diamants, sont extraites dans le cadre d'opérations contrôlées par Wagner, sécurisées par les forces de Wagner par des moyens souvent brutaux et acheminées clandestinement vers l'étranger.<sup>1</sup>

Pourtant, si Wagner, tel qu'il a évolué sous la direction charismatique de Prigojine, est unique par l'ampleur et la portée de ses activités, ce n'est pas le seul acteur russe en Afrique à opérer dans la sphère des mercenaires ou la « zone grise ». Différents acteurs prennent des mesures pour combler le vide laissé par Prigojine, notamment d'autres sociétés militaires privées basées en Russie, ainsi que des représentants de l'État russe et des commandants de Wagner qui n'ont pas été impliqués dans l'accident d'avion survenu au mois d'août. D'autres mercenaires et criminels russes pourraient également agir sur le continent, comme en témoignent les activités récentes de l'ancien trafiquant d'armes Viktor Bout, qui s'impose à nouveau comme un acteur économique et politique après avoir été libéré d'une prison américaine dans le cadre d'un échange de prisonniers en 2022.

Si l'attention internationale portée à Wagner est compréhensible compte tenu des récents événements, pour comprendre l'influence de la Russie à l'étranger, il faut regarder au-delà de Wagner et s'intéresser à d'autres SMP, réseaux criminels et fournisseurs d'armes.

## **Viktor Bout : un précurseur de Prigojine**

Avant son arrestation par la Drug Enforcement Administration des États-Unis en 2008, Viktor Bout était sans doute le trafiquant d'armes le plus prolifique de l'après-guerre froide, ce qui lui a valu le surnom de « marchand de mort ».<sup>2</sup> Il dirigeait un réseau de sociétés impliquées dans le trafic d'armes vers 17 pays africains – dont l'Angola, la Sierra Leone, le Liberia et la République démocratique du Congo – ainsi que vers d'autres pays tels que l'Afghanistan.<sup>3</sup> Ces entreprises comprenaient des sociétés de fret et des compagnies aériennes qui pouvaient expédier les marchandises de Bout en échange d'un accès aux ressources naturelles.

Bout peut être considéré, à bien des égards, comme l'un des précurseurs de la stratégie du groupe Wagner en Afrique.<sup>4</sup> Tout comme Prigojine, Bout s'est enrichi en tant qu'entrepreneur criminel, en se servant d'un réseau d'entreprises complexe et en offrant des ressources militaires russes dans des zones de conflit afin d'accéder aux ressources naturelles. Il était le plus prolifique et le plus connu parmi un certain nombre de grands entrepreneurs criminels russes qui ont émergé en Afrique des vestiges des anciennes institutions militaires et de renseignement soviétiques. À l'époque où Bout était actif, à la fin des années 1990 et au début des années 2000, bon nombre des réseaux criminels russes opérant en Afrique australe étaient d'« anciens sécuocrates qui étaient passés dans le privé », a déclaré en 2001 à des chercheurs un membre d'une unité d'élite de la police sud-africaine.<sup>5</sup>

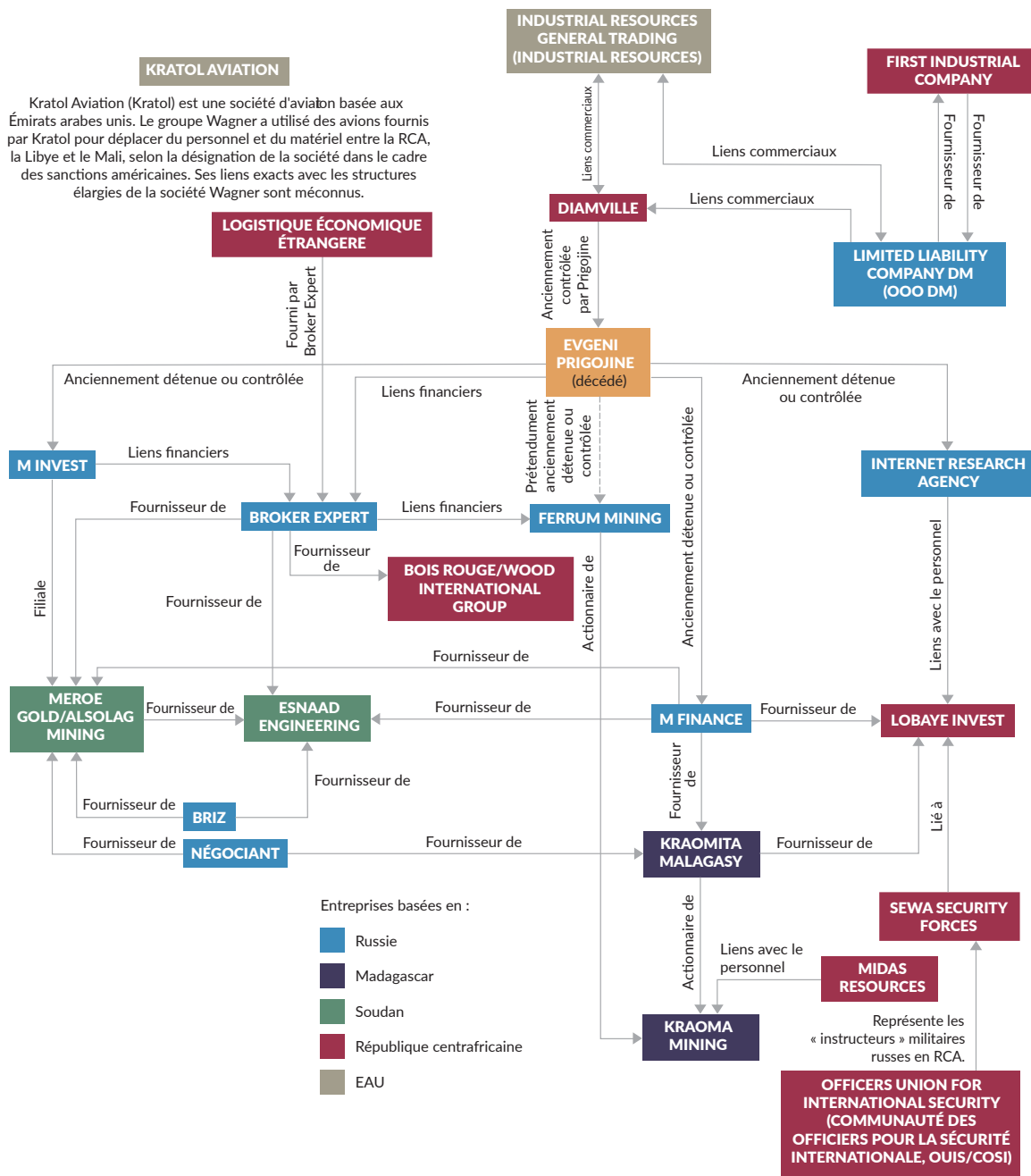
Les enquêteurs américains qui ont travaillé sur le réseau de Bout ont affirmé qu'il était soutenu et promu par l'État. « Il est évident qu'il tissait des liens importants avec les cercles du gouvernement russe », a déclaré Lee Wolosky, un fonctionnaire américain qui a dirigé les enquêtes sur le réseau de Bout sous l'administration Clinton, au Washington Post, en 2022.<sup>6</sup>

Ces arrangements s'inscrivent dans une tendance plus large selon laquelle le Kremlin aurait utilisé des acteurs criminels à des fins politiques à l'étranger. « Des groupes criminels organisés basés en Russie et présents en Europe

ont été utilisés à diverses fins, notamment comme sources d'argent illégal, pour lancer des cyber-attaques, exercer une influence politique, faire du trafic de personnes et de marchandises, et même commettre des assassinats ciblés pour le compte du Kremlin », a déclaré Mark Galeotti, un éminent analyste de la criminalité organisée russe.<sup>7</sup> Le groupe Wagner doit être compris dans le cadre de cette tendance à utiliser des acteurs privés criminels et des zones grises à des fins politiques.

### La carrière politique et économique actuelle de Bout

De retour en Russie, Bout a repris aujourd'hui une carrière active. Il s'est lancé dans la politique en remportant un siège à l'assemblée régionale d'Ulyanovsk en septembre 2023 au sein d'un parti ultranationaliste.<sup>8</sup> Lors de sa campagne, Bout a publiquement démontré ses liens avec le groupe Wagner. Il a été rejoint dans sa campagne par Evgeni Prigojine au début du mois de juin, quelques jours avant la malheureuse mutinerie de Wagner. Selon des



**FIGURE 1** Structures d'entreprise du groupe Wagner en lien avec leurs activités en Afrique.

Remarque : Ce graphique met à jour les recherches publiées pour la première fois dans notre rapport de février 2023 intitulé « La zone grise : L'engagement militaire, mercenaire et criminel de la Russie en Afrique ». Pour plus de détails sur les entreprises concernées, veuillez-vous référer au rapport original.

rapports locaux, Bout et Prigojine ont visité des usines d'armement et élaboré des plans de modernisation de l'industrie militaire à Ulyanovsk,<sup>9</sup> qui est une « zone économique spéciale » au sein de la Russie.

Maxim Shugalei, sociologue russe et allié de longue date de Prigojine, a participé à la campagne de Bout. Shugalei dirige le groupe de réflexion Foundation for National Values Protection (FZNC). Il a été soutenu par Prigojine et a travaillé pour son compte en Libye, au Mali et en République centrafricaine (RCA), en promouvant des récits pro-russes et de la désinformation.<sup>10</sup> Après avoir été retenu en otage en Libye, Shugalei est également devenu le héros d'une série de films d'action qui ont glorifié les exploits de Wagner en Afrique et ont été fortement promus par la FZNC, entre autres.<sup>11</sup>

Prigojine lui-même a comparé Bout à Shugalei en décembre 2022 : lorsque Bout a été libéré par les États-

Unis, Prigojine l'a décrit en termes élogieux comme un « idéal d'inébranlabilité » et comme « Shugalei au carré ».<sup>12</sup>

Bout a également développé un nouveau portefeuille d'activités. Il détient 90 % de la société nouvellement enregistrée GK VBA Project, selon les bases de données d'entreprises russes. GK VBA Project détient quant à lui une participation de 49 % dans trois autres entreprises : A-Trade NP, Verax et RusAfro-Impex. Les activités de ces entreprises comprennent le commerce de gros de gaz naturel, de carburant, de machines, d'équipements, d'alimentation, de boissons et de produits du tabac.<sup>13</sup>

Bout fait toujours l'objet de sanctions américaines en raison de ses antécédents criminels.<sup>14</sup> Depuis le milieu des années 1990, les États occidentaux ont de plus en plus recours à des sanctions ciblées en tant qu'outil de politique étrangère pour lutter contre la criminalité transnationale organisée, en se concentrant souvent sur



Evgueni Prigojine (à gauche) et Viktor Bout (à droite) en campagne dans la région d'Oulianovsk, mi-juin 2023.

Photo : Image partagée sur une chaîne Telegram liée à Wagner, 13 juin 2023, [https://t.me/voenkor\\_rusvesnaa/4678](https://t.me/voenkor_rusvesnaa/4678).

les relations entre les acteurs criminels et les acteurs du conflit.<sup>15</sup> C'est le cas de Bout, qui à l'origine a été sanctionné – parallèlement à 30 entreprises et quatre individus associés – en raison de ses liens avec l'ancien Président libérien Charles Ghankay Taylor.<sup>16</sup>

En vertu des règles américaines en matière de sanctions, toute entité détenue à 50 % ou plus par une personne sanctionnée est considérée comme « bloquée »,<sup>17</sup> ce qui signifie que les entreprises répertoriées – dont le projet VBA de Bout ne détient que 49 % – peuvent encore opérer dans le système financier international sans aucune entrave de la part des États-Unis. Aucune information n'est encore disponible quant à la localisation de ces entreprises, et rien ne permet de penser qu'elles se sont livrées aux activités illégales qui ont fait la renommée de Bout.

Toutefois, Shugalei a peut-être fourni quelques indices sur ce que ces entreprises comptent faire. Dans des

mises à jour publiées sur sa chaîne Telegram, Shugalei a indiqué avoir discuté avec Bout de projets d'exportation de véhicules utilitaires militaires et d'aéronefs vers l'Afrique.<sup>18</sup> Ces deux produits sont fabriqués dans des usines d'Oulianovsk, la nouvelle patrie politique de Bout, et RusAfro-Impex, le nom de l'une des filiales de VBA Project, pourrait vraisemblablement signifier « Import-Export Russie-Afrique ».

Dans une interview accordée au *New York Times* en septembre 2023, Bout a minimisé la possibilité qu'il vienne à développer à nouveau un portefeuille d'activités en Afrique : « Il [Bout] a ajouté qu'il ne lui restait « plus grand-chose de ses anciens contacts », en particulier en Afrique, où « les régimes changent parfois plus vite que la météo ». <sup>19</sup> Pourtant, dans une interview accordée un mois plus tôt au média sud-africain DefenceWeb, Bout a raconté une histoire très différente, affirmant qu'il souhaitait « mettre son expertise à profit » pour développer la coopération économique russe avec



**Viktor Bout (à droite) et Maxim Shugalei (au centre) font une apparition publique lors d'une exposition d'art en août 2023, présentant quelques-unes des œuvres d'art de Bout qu'il a produites pendant sa détention aux États-Unis. Dmitry Grachyov, député de l'assemblée législative de la région d'Oulianovsk pour le même parti d'extrême droite que Bout, le LDPR, apparaît sur le côté gauche de l'image.**

Photo : Images partagées par Dmitry Grachyov sur la plateforme de médias sociaux VK : [https://vk.com/wall814503751\\_12](https://vk.com/wall814503751_12).

l'Afrique et qu'il avait créé de nouvelles sociétés à cette fin.<sup>20</sup> Il semble que Bout façonne son récit en fonction de son public, minimisant ses projets d'entreprise auprès d'un journal phare du pays qui l'a chassé et emprisonné pendant des années.

### Autres SMP russes suivant le « modèle » Wagner

Bout, Prigojine et Wagner peuvent être considérés comme faisant partie d'un schéma plus large compte tenu de la façon dont l'État russe a soutenu et coopté des entrepreneurs illicites et en zone grise. De même, certaines des autres SMP russes qui pourraient être prêtes à s'immiscer dans les opérations de Wagner en Afrique suivent un schéma et un modèle identiques.

Des commentateurs russes proches de Wagner ont évoqué, après la mort de Prigojine, la possibilité d'une « prise de contrôle » des actifs de Wagner par d'autres SMP russes. Convoy et Redut sont deux SMP qui pourraient s'orienter vers l'usurpation du rôle de Wagner en Afrique. Ces deux organisations présentent des similitudes avec Wagner, car elles sont soutenues par d'éminents hommes d'affaires alliés à Poutine (comme l'était, jusque récemment, Prigojine) et ont des liens avec des services de renseignement russes. En outre, les deux organisations sont dirigées par d'anciens commandants de Wagner.

L'organisation Convoy serait soutenue financièrement par Arkady Rotenberg, un proche associé de Poutine,<sup>21</sup> et est dirigée par Konstantin Pikalov, connu sous le nom d'appel

« Mazai », qui était un commandant de Wagner en RCA lorsque les trois journalistes russes qui enquêtaient sur le groupe ont été assassinés.<sup>22</sup> Pikalov a également joué un rôle important dans les opérations menées par Wagner destinées à perturber l'élection présidentielle de 2018 à Madagascar.<sup>23</sup> Fin août, Convoy a commencé à publier des annonces sur Telegram afin de recruter des pilotes pour des opérations menées en Afrique. Un enquêteur du média russe iStories s'est infiltré et a parlé à un recruteur de Convoy, qui a confirmé que ces recrues seraient déployées en Afrique.<sup>24</sup>

Redut, quant à elle, est dirigée par Antoli Karazi,<sup>25</sup> qui serait un ancien chef des services de renseignement de Wagner. Créée pour protéger les actifs de l'éminent homme d'affaires Gennady Timchenko (le financier de Redut) et soutenue par les services de renseignement militaire russes,<sup>26</sup> Redut aurait aussi accéléré le recrutement pour des opérations en Afrique depuis la mutinerie de Wagner en juin.<sup>27</sup>

Wagner et les réseaux qui lui sont associés restent bien entendu actifs, et certaines personnalités de Wagner qui étaient étroitement liées à Prigojine sont toujours en poste. Par exemple, selon le *Wall Street Journal*, Dmitri Sytli, le chef de file de longue date des opérations politiques et économiques (juridiquement douteuses) de Wagner en RCA, continue de travailler depuis une ancienne résidence présidentielle à Bangui.<sup>28</sup> Alexander Ivanov, chef d'une société écran pour les opérations de

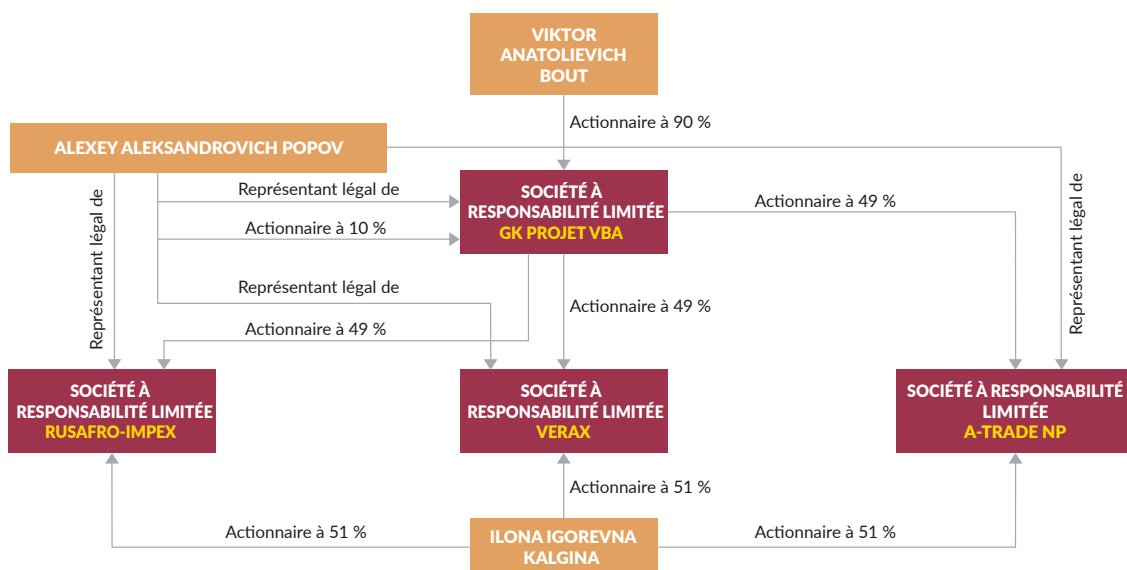


FIGURE 2 Réseau de sociétés nouvellement enregistrées affiliées au trafiquant d'armes russe Viktor Bout.

Wagner en RCA – Communauté des Officiers pour la Sécurité internationale – reste également en poste.<sup>29</sup>

## Perspectives : Engagement militaire et par procuration de la Russie en Afrique

Comme le montre le positionnement apparent de Bout en faveur de la fourniture d'équipements militaires à l'Afrique, le groupe Wagner n'est pas l'unique agent de l'influence russe dans la zone grise du mercenariat. D'autres SMP russes et réseaux Wagner existants tendent également à s'orienter vers l'Afrique. En grattant

légèrement sous la surface, on découvre des liens entre Bout, Prigojine, Wagner et les autres SMP russes.

Ces acteurs et mandataires privés – y compris les acteurs criminels – peuvent être considérés comme faisant partie d'un complexe militaro-affairiste plus vaste par le biais duquel la Russie cherche à influencer les événements à l'étranger. Même si Prigojine n'est plus là, les objectifs stratégiques du Kremlin, qui consistent à promouvoir ses intérêts, à déplacer l'influence des pays occidentaux et à extraire des ressources, semblent inchangés.

## Notes

- 1 Julia Stanyard, Thierry Vircoulon et Julian Rademeyer, La zone grise : L'engagement militaire, mercenaire et criminel de la Russie en Afrique, GI-TOC, février 2023, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/02/HSF-Russie-Re%CC%81sume%CC%81-exe%CC%81cutif.pdf>.
- 2 BBC News, Viktor Bout: Who is the 'Merchant of Death?', 18 décembre 2022, <https://www.bbc.com/news/world-europe-11036569>.
- 3 Guy Lamb, Viktor Bout: The southern African saga, Institute for Security Studies, 4 novembre 2011, <https://issafrica.org/iss-today/who-is-viktor-bout>.
- 4 Julia Stanyard, Thierry Vircoulon et Julian Rademeyer, La zone grise : L'engagement militaire, mercenaire et criminel de la Russie en Afrique, GI-TOC, février 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/russia-in-africa/>.
- 5 Jenni Irish et Kevin Qobosheane, Afrique du Sud, Penetrating state and business: Organized crime in southern Africa, 2, 71-135, Institute for Security Studies, 1er octobre 2003, <https://issafrica.s3.amazonaws.com/site/uploads/Mono89.pdf>.
- 6 Adam Taylor et Claire Parker, Russia wanted Viktor Bout back, badly. The question is: Why?, The Washington Post, 8 décembre 2022, <https://www.washingtonpost.com/world/2022/07/29/viktor-bout-gru-sechin/>.
- 7 Mark Galeotti, Crimintern: How the Kremlin uses Russia's criminal networks in Europe, Conseil européen des relations étrangères, avril 2017, [https://ecfr.eu/wp-content/uploads/ECFR208\\_-\\_CRIMINTERM\\_-\\_HOW\\_RUSSIAN\\_ORGANISED\\_CRIME\\_OPERATES\\_IN\\_EUROPE02.pdf](https://ecfr.eu/wp-content/uploads/ECFR208_-_CRIMINTERM_-_HOW_RUSSIAN_ORGANISED_CRIME_OPERATES_IN_EUROPE02.pdf).
- 8 Valerie Hopkins, Russia's 'Merchant of Death' is looking to forge a new life in politics, The New York Times, 10 septembre 2023, <https://www.nytimes.com/2023/09/10/world/europe/russia-bout-arms-dealing-politics/html>.
- 9 Rapport partagé sur une chaîne Telegram liée à Wagner, 13 septembre 2023, [https://t.me/voenkor\\_rusvesnaa/6680](https://t.me/voenkor_rusvesnaa/6680).
- 10 Pour un profil complet de Shugalei, voir Julia Stanyard, Thierry Vircoulon et Julian Rademeyer, La zone grise : L'engagement militaire, mercenaire et criminel de la Russie en Afrique, GI-TOC, février 2023, <https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2023/02/HSF-Russie-Re%CC%81sume%CC%81-exe%CC%81cutif.pdf>.
- 11 La bande-annonce officielle du film Shugaley, traduite en anglais, est disponible ici : <https://www.youtube.com/watch?v=xGij-C0hx-U>.
- 12 Déclaration publiée sur la chaîne Telegram de Concord, la société de Prigojine qui lui a servi de plateforme publique, le 12 décembre 2022, [https://t.me/concordgroup\\_official/126](https://t.me/concordgroup_official/126).
- 13 Informations collectées par le biais de la base de données SPARK Interfax.
- 14 Informations disponibles via OFAC Sanctions List Search (recherche dans la liste des sanctions de l'OFAC) : <https://sanctionssearch.ofac.treas.gov/Details.aspx?id=8279>.
- 15 Matt Herbert et Lucia Bird Ruiz-Benitez de Lugo, Convergence zone: The evolution of targeted sanctions usage against organized crime, GI-TOC, septembre 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/sanctions-organized-crime/>.
- 16 Département américain du Trésor, Treasury designates Viktor Bout's international arms trafficking network, 26 avril 2005, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/js2406>.
- 17 Office of Foreign Assets Control (Bureau de contrôle des actifs étrangers aux Etats-Unis, OFAC), Entities owned by blocked persons (50% rule), <https://ofac.treasury.gov/faqs/topic/1521#:~:text=According%20to%20OFAC%27s%2050%20Percent,one%20or%20more%20blocked%20persons.>
- 18 Informations communiquées par Maxim Shugalei sur sa chaîne Telegram, le 31 juillet et le 5 août 2023, [https://t.me/max\\_shugaley/785](https://t.me/max_shugaley/785), [https://t.me/max\\_shugaley/790](https://t.me/max_shugaley/790).
- 19 Valerie Hopkins, Russia's 'Merchant of Death' is looking to forge a new life in politics, The New York Times, 10 septembre 2023, <https://www.nytimes.com/2023/09/10/world/europe/russia-bout-arms-dealing-politics/html>.
- 20 Brett MacDonald, Exclusive: Viktor Bout still has his eye on Africa, DefenceWeb, 22 août 2023, <https://www.defenceweb.co.za/featured/exclusive-viktor-bout-still-has-his-eye-on-africa/>.
- 21 Dossier Center, Cossacks, elf et Arkady Rotenberg – How the Convoy PMC works and who finances it, 14 août 2023, <https://dossier.center/konvoy/>.
- 22 Roland Oliphant, Inside ambitious mercenary outfit Redut, the Wagner rival linked to the Russian spy services, The Telegraph, 24 août 2023, <https://www.telegraph.co.uk/world-news/2023/08/24/redut-russia-yevgeny-prigozhin-plane-crash-rival/>.
- 23 The Insider, Mazai is Africa's Wagner. Who runs Prigozhin's business on the Black Continent, 14 août 2020, <https://theinsider.ru/en/politics/253779>.
- 24 iStories, Накануне гибели Пригожина Минобороны начало набор бойцов в Африку через свои ЧВК, выяснили «Важные истории», 23 août 2023, <https://storage.googleapis.com/istories/news/2023/08/23/nakanune-gibeli-prigozhina-minoboroni-nachalo>

nabor-boitsov-v-afriku-cherez-svoi-chvk-viyasnili-vazhnie-istorii/index.html.

- 25 The Insider, *Best of enemies: Wagner chief Prigozhin's feud with defense minister to blow up in his face*, 12 mai 2023, <https://theins.ru/en/politics/261697>.
- 26 Commission des affaires étrangères de la Chambre des communes britannique, *Guns for gold: The Wagner network exposed*, juillet 2023, <https://committees.parliament.uk/publications/41073/documents/200048/default/>.
- 27 Rob Hastings, *Wagner mercenaries could be absorbed by arch rival Redut and slip into the shadows after Prigozhin's death*, 26 août 2023, <https://inews.co.uk/news/world/wagner-mercenaries-rival-redut-prigozhin-death-2573376>; AP News, *Russia's Wagner mercenaries face uncertainty after the presumed death of their leader in plane crash*, 26 août 2023, <https://apnews.com/article/russia-putin-prigozhin-wagner-africa-belarus-e37f03e7fbb6baf36af0d4fb345deabe>.
- 28 Benoit Faucon, *The elusive figure running Wagner's embattled empire of gold and diamonds*, *Wall Street Journal*, 21 septembre 2023, <https://www.wsj.com/world/africa/wagner-africa-sytii-prigozhin-gold-12a45769?st=4rqy45ocfhw2f0t>.
- 29 Ivanov continue de faire des déclarations publiques dans le cadre desquelles il critique les dirigeants politiques russes pour avoir « saboté » les réalisations de Prigojine qui ont permis à la Russie de faire des percées en Afrique, sur un ton qui rappelle les diatribes que Prigojine lui-même avait l'habitude de publier sur Telegram dans les mois qui ont précédé sa mort. Voir, par exemple, ce message partagé sur la chaîne Telegram de COSI, le 22 septembre 2023, <https://t.me/officersunion/473>.



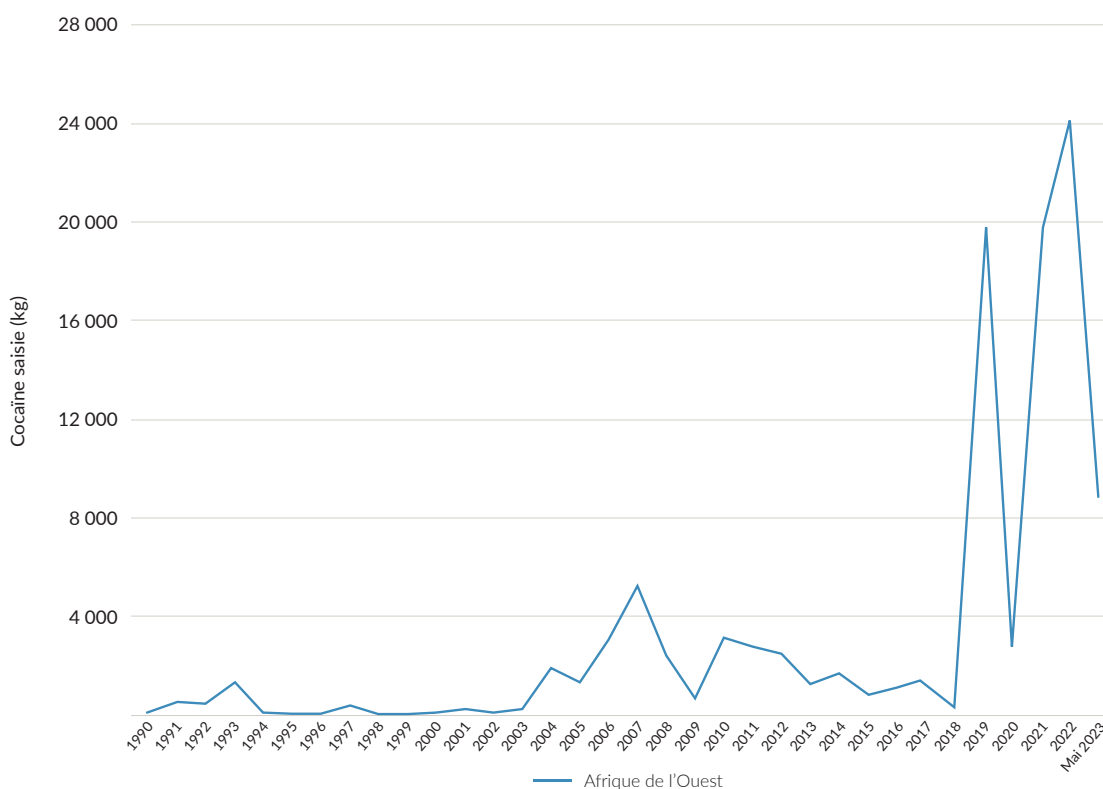
# Les réseaux intercontinentaux de trafic de drogue opérant via l'Afrique de l'Ouest ont commencé à échanger directement du haschisch contre de la cocaïne.

En juillet 2023, les douanes espagnoles ont saisi 6 tonnes de haschisch (résine de cannabis) sur un voilier près des îles Canaries. Le navire avait quitté le Portugal et chargé sa marchandise illégale au large de la ville portuaire de Safi, au nord du Maroc. Il s'est ensuite dirigé non pas vers l'Europe, mais vers l'Amérique du Sud. Sa destination était le Brésil, un marché émergent pour le haschisch.<sup>1</sup>

Cette saisie met en évidence une nouvelle dynamique dans les flux de trafic de cocaïne qui existent depuis longtemps entre l'Amérique du Sud, l'Afrique de l'Ouest et l'Europe. Depuis 2016, le Brésil est de loin le principal point d'exportation de la cocaïne qui transite par l'Afrique

de l'Ouest en direction de l'Europe. Depuis au moins 2020, les organisations criminelles européennes semblent échanger directement du haschisch contre de la cocaïne provenant de réseaux brésiliens, selon le Centre d'opération et d'analyse maritime (MAOC) basé à Lisbonne.<sup>2</sup>

Le même navire transporte souvent de la cocaïne dans un sens et du haschisch dans l'autre, de nombreux navires passant par l'Afrique de l'Ouest, déposant des cargaisons pour les récupérer plus tard et contribuant à ce que les services répressifs décrivent comme des « stocks géants » de haschisch le long de la côte ouest africaine.<sup>3</sup>



**FIGURE 1** Saisies de cocaïne en Afrique de l'Ouest, 1990-2023.

Remarque : Chiffres pour 2023 à la fin du mois de mai.

Source : Données recueillies par la GI-TOC auprès de diverses sources, dont l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime, de publications médiatiques et de sources confidentielles.

En améliorant l'efficacité des opérations et en supprimant le besoin de paiements en espèces, cette nouvelle tendance à échanger du haschisch contre de la cocaïne pourrait changer radicalement la capacité des réseaux de trafic maritime à faire transiter de plus grandes quantités de cocaïne par l'Afrique de l'Ouest. Ce système de troc et l'augmentation du volume de haschisch transporté via l'Afrique de l'Ouest alimentent également les itinéraires terrestres de trafic de haschisch et de cocaïne, qui transitent par les ports d'Afrique de l'Ouest à travers certaines des régions les plus instables et les plus touchées par les conflits d'Afrique de l'Ouest et du Sahel.

### **L'émergence des échanges de haschisch et de cocaïne sur les routes maritimes de l'Afrique de l'Ouest**

L'échange de haschisch contre de la cocaïne exploite directement les énormes écarts de prix des drogues entre les continents. Au Maroc, le haschisch se vend actuellement en gros à environ 800 dollars le kilo contre 28 000 dollars le kilo pour la cocaïne.<sup>4</sup> Au Brésil, le haschisch et la cocaïne se vendent en gros à environ 8 000 à 10 000 dollars le kilo.<sup>5</sup> Pour un kilo de haschisch arrivant au Brésil, les groupes brésiliens envoient en retour un kilo de cocaïne, un arrangement qui convient aux réseaux de trafiquants car cette option est beaucoup plus économique que l'argent liquide et leur permet d'augmenter probablement leur pouvoir d'achat de manière significative.

Les relations entre les réseaux marocains de trafic de cannabis et les réseaux latino-américains de trafic de cocaïne ne datent pas d'hier. Il y a une vingtaine d'années, les réseaux de trafiquants de cocaïne ont commencé à utiliser les itinéraires de trafic de cannabis du Maroc vers l'Europe pour expédier de la cocaïne, que ces réseaux faisaient transiter par l'Afrique de l'Ouest.<sup>6</sup> L'échange direct de haschisch contre de la cocaïne constitue une évolution significative de cette relation de longue date, permettant à ces réseaux de trafiquants intercontinentaux d'utiliser plus efficacement leurs chaînes d'approvisionnement et leurs accords logistiques existants. Cette nouvelle tendance est apparue alors que la production mondiale de cocaïne et les saisies de cocaïne en Afrique de l'Ouest ont atteint un niveau record.<sup>7</sup>

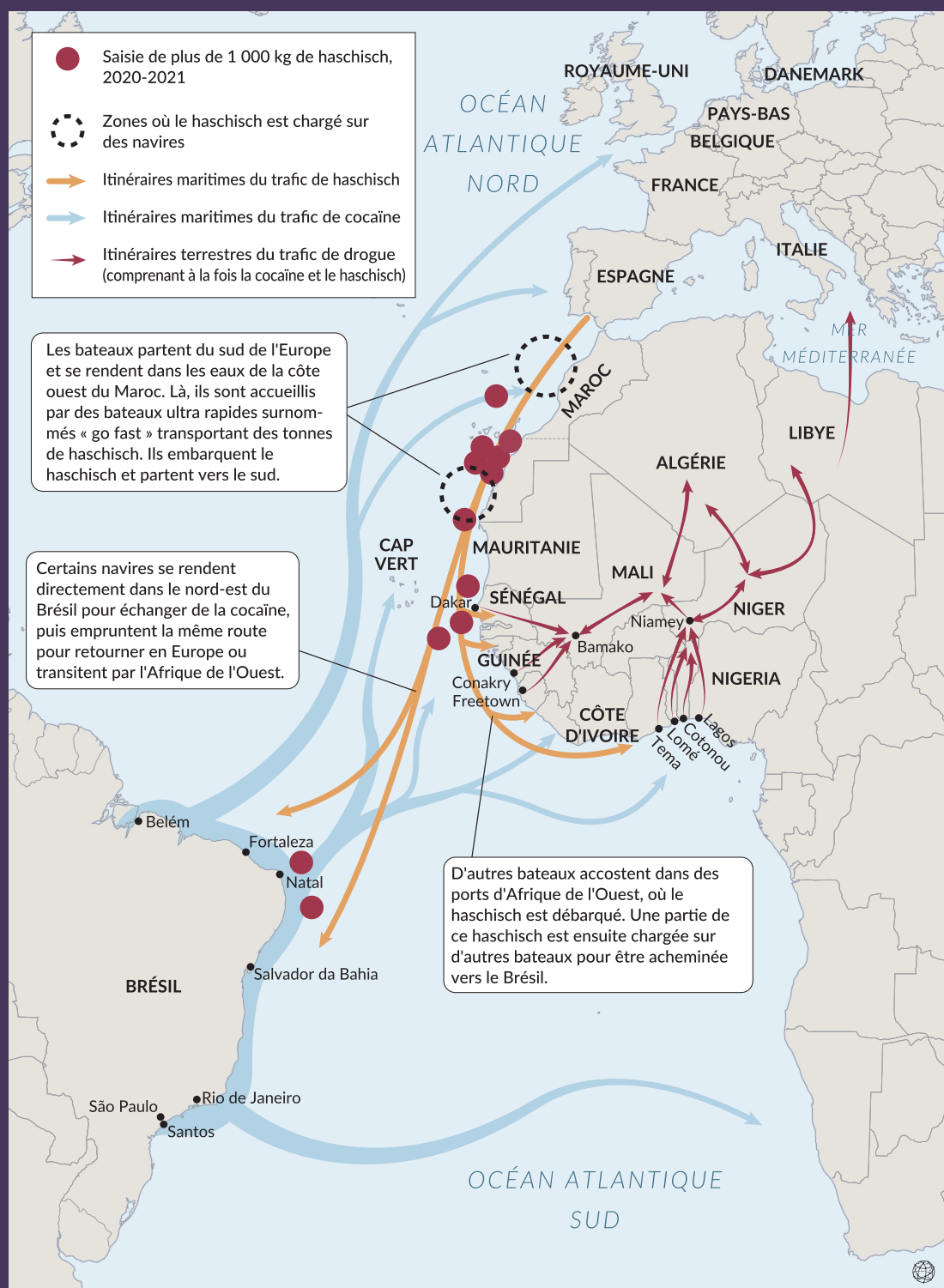
Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest semble être devenue une importante plateforme de transit pour le haschisch marocain. De 2007 à 2019, le MAOC, une force maritime soutenue par l'UE et axée sur les opérations de lutte contre le trafic de drogue, a saisi 457 tonnes de haschisch marocain, dont 95 % dans ou autour de la

Méditerranée. Entre 2020 et 2021, 65 % des saisies de haschisch ont eu lieu en Afrique de l'Ouest, autour des îles Canaries ou près du Brésil.<sup>8</sup> Depuis 2019, plus de 12,5 tonnes de haschisch à destination du Brésil ont été interceptées lors de quatre saisies différentes.<sup>9</sup>

Après la saisie, en juin 2021, de 15 tonnes de haschisch près des îles Canaries sur un navire dont le capitaine était italien et l'équipage sénégalais, les autorités espagnoles ont indiqué que plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest étaient des plaques tournantes de la « route du haschisch de l'Atlantique », de plus en plus populaire.<sup>10</sup> Il s'agit du Sénégal, de la Guinée, de la Guinée-Bissau et de la Sierra Leone. Dans leur déclaration, les autorités espagnoles ont indiqué que les renseignements considèrent que le trafic de haschisch en provenance du Maroc par voie maritime jusqu'à la côte ouest-africaine, puis vers le nord par voie terrestre à travers le Sahel via la Libye et jusqu'en Europe, est plus sûr que les itinéraires de trafic traditionnels du Maroc vers l'Europe, en raison des perturbations causées par les forces de l'ordre italiennes, françaises et espagnoles.<sup>11</sup> Ces itinéraires ont été exploités par des réseaux dans les principaux pays producteurs de haschisch autres que le Maroc : en mars 2021, une interception record a été réalisée au Niger : 17 tonnes de haschisch provenant du Liban et importées par le port de Lomé, au Togo.<sup>12</sup>

Le Sénégal a réalisé les saisies les plus importantes de la région. En juin 2021, les navires de la marine sénégalaise ont intercepté plus de 16 tonnes de haschisch à bord de deux voiliers se dirigeant vers le sud, à quelques semaines d'intervalle. Les médias locaux ont indiqué que l'un des navires se dirigeait vers la Côte d'Ivoire.<sup>13</sup> Les saisies de plus petites quantités le long de la frontière terrestre du Sénégal avec la Gambie sont également devenues de plus en plus fréquentes depuis 2020, selon une source de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants (OCRTIS), l'agence sénégalaise de lutte contre la drogue.<sup>14</sup>

Les forces de l'ordre guinéennes ont également fait état d'une augmentation des saisies de haschisch. Une enquête sur un lot plus important – 84 kg – saisi en avril 2021 a abouti à l'arrestation d'un colonel de police et de plusieurs officiers militaires chargés de la sécurité présidentielle, ce qui laisse supposer un certain degré de protection institutionnelle pour le commerce parmi les éléments des forces de sécurité du pays.<sup>15</sup>



**FIGURE 2** Le trafic de haschisch et de cocaïne passe par l'Afrique de l'Ouest.

Les données utilisées pour cette carte sur les itinéraires et les saisies de haschisch ont été communiquées par le MAOC. Les données sur les routes maritimes du trafic de cocaïne sont tirées du rapport d'août 2023 de la GI-TOC intitulé « *Atlantic connections: The PCC and the Brazil–West Africa cocaine trade* », disponible sur <https://globalinitiative.net/analysis/brazil-west-africa-cocaine-trade/>. Les données sur les itinéraires terrestres de trafic de drogue à travers l'Afrique de l'Ouest et le Sahel proviennent du rapport du groupe d'experts des Nations unies sur le Mali, juillet 2023, annexe 18, disponible sur : [https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S\\_2023\\_578.pdf](https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/S_2023_578.pdf).

Le rôle émergent de l'Afrique de l'Ouest côtière en tant qu'important point de transit pour le trafic international de haschisch pourrait être négligé par les services répressifs d'Afrique de l'Ouest. Le commissaire de police guinéen Benjamin Camara a souligné que le fait que les forces de sécurité guinéennes se concentrent principalement sur la cocaïne pourrait signifier que l'augmentation du trafic de haschisch n'est pas prise en compte.<sup>16</sup> De même, au Sénégal, malgré des saisies de haschisch à grande échelle par la marine sénégalaise et au sein même du pays, plusieurs sources policières interrogées n'étaient pas très conscientes du lien avec le trafic de cocaïne ou de la nature du commerce de troc entre la cocaïne et le haschisch. Cela peut refléter un manque d'échange d'informations entre les autorités régionales et internationales qui saisissent le haschisch en mer et les autorités répressives, essentiellement nationales, qui interceptent les flux de drogue sur terre.

Le haschisch qui est acheminé vers l'Afrique de l'Ouest n'est pas destiné au Brésil dans son intégralité. En raison des taux d'interception de plus en plus élevés au large de l'Espagne et du Portugal, les trafiquants doivent chercher de nouveaux itinéraires vers l'Europe, ce qui entraîne un déplacement général des itinéraires du trafic de haschisch vers le sud. Certains réseaux, après avoir fait passer du haschisch du Maroc vers l'Afrique de l'Ouest par bateau à voile, divisent des tonnes de haschisch en cargaisons plus petites de 200 à 300 kilos et les cachent dans des conteneurs quittant les ports d'Afrique de l'Ouest à destination de points d'entrée européens tels qu'Anvers et Rotterdam.<sup>17</sup>

Dans d'autres cas, les réseaux criminels utilisent des itinéraires terrestres pour acheminer le haschisch du Maroc vers la Libye en passant par le Sahel et le Sahara.<sup>18</sup> En 2020, le groupe d'experts des Nations unies sur le Mali a décrit le trafic de « haschisch, en provenance du Maroc, transitant par la Mauritanie et le Mali à travers le Niger vers la Libye » comme étant « le flux de stupéfiants le plus régulier et le plus stable à travers le Mali ». <sup>19</sup> Une fois en Libye, une partie de ce cannabis est ensuite acheminée vers l'Europe en passant par la Méditerranée.<sup>20</sup>

### **Un ensemble complexe d'acteurs criminels intercontinentaux**

Les réseaux basés en Europe jouent un rôle dans le commerce intercontinental de cocaïne et de haschisch via l'Afrique de l'Ouest. Il s'agit notamment de réseaux criminels albanais, ainsi que de gangs bulgares –

souvent basés en Espagne – qui ont établi des avant-postes logistiques en Afrique de l'Ouest. La Guinée, par exemple, était un lieu de prédilection pour Dimitar Mitrin, un trafiquant de drogue bulgare basé en Espagne et arrêté en 2020. Mitrin a commencé par importer du haschisch marocain en Espagne, puis il s'est lancé dans la cocaïne avant de réaliser qu'il était possible de gagner de l'argent en exportant du haschisch marocain au Brésil en échange de cocaïne. Il aurait établi des avant-postes en Guinée, à la fois pour le transit du haschisch et de la cocaïne et pour servir de lieux d'échange.<sup>21</sup>

Certaines sources policières brésiliennes pensent que des membres de réseaux criminels d'Afrique de l'Ouest – principalement des réseaux nigériens – négocient des échanges de haschisch contre de la cocaïne au Brésil, bien qu'il soit difficile de l'affirmer avec certitude. « Les trafiquants ouest-africains les plus prolifiques au Brésil sont les Nigériens. Il existe une pègre nigérienne très active à São Paulo depuis des décennies [y compris] au sein du système pénitentiaire », a déclaré Christian Azevedo, un haut fonctionnaire de la police fédérale. Il a ajouté que des réseaux criminels sénégalais et ghanéens étaient également présents, de même que des réseaux marocains.<sup>22</sup>

Le Premier commando de la capitale (Primeiro Comando da Capital, ou PCC), basé à São Paulo, est un acteur central dans le transit de la cocaïne du Brésil vers l'Afrique de l'Ouest,<sup>23</sup> collaborant étroitement avec des cellules nigériennes. Certains rapports indiquent que le PCC pourrait jouer un rôle sur le marché brésilien émergent du haschisch africain. En avril 2023, une enquête a mis au jour un réseau de contrebande important du haschisch africain dans l'État de Rio Grande do Norte, au nord-est du pays. Ce réseau opérait aux côtés de ce qui a été décrit dans les médias comme « une grande faction criminelle de São Paulo », ce qui est probablement une référence au PCC.<sup>24</sup>

Dans les pays côtiers de l'Afrique de l'Ouest, les réseaux marocains joueraient un rôle important dans l'approvisionnement en haschisch. Selon un agent de l'OCRTIS au Sénégal, des réseaux criminels marocains font entrer du haschisch au Sénégal sous la protection d'agents de sécurité corrompus.<sup>25</sup>

## Implications pour le trafic de haschisch et de cocaïne en Afrique de l'Ouest et au Sahel

Le développement des échanges de cocaïne et de haschisch vers l'Amérique latine – et les volumes beaucoup plus importants de haschisch arrivant par conséquent dans les ports d'Afrique de l'Ouest – pourrait avoir des implications plus larges pour l'économie politique du trafic de drogue en Afrique de l'Ouest.

Ces échanges offrent une plus grande efficacité en permettant aux navires d'être utilisés dans les deux sens de circulation, ce qui permet aux trafiquants basés en Afrique de réaliser d'importantes économies. La réduction des coûts d'exploitation pourrait contribuer à une nouvelle augmentation du volume de cocaïne que les réseaux de trafiquants font transiter à travers l'Afrique de l'Ouest en direction des marchés de consommation européens.

L'efficacité accrue offerte par ces échanges s'inscrit dans un schéma général où les principaux acteurs criminels cherchent à améliorer l'efficacité de la chaîne d'approvisionnement en cocaïne entre l'Amérique latine et l'Europe. Le PCC brésilien, par exemple, est connu pour essayer d'améliorer l'efficacité de ses chaînes d'approvisionnement. Gabriel Feltran, un ethnographe brésilien qui a écrit un livre sur le PCC et interrogé un certain nombre de partenaires commerciaux du PCC, émet l'hypothèse que le groupe travaille souvent en diminuant les bénéfices par lot tout en accroissant les bénéfices globaux grâce à l'augmentation des volumes transitant par l'itinéraire en question.<sup>26</sup>

L'augmentation des quantités de cocaïne transitant par l'Afrique de l'Ouest pourrait avoir des répercussions sur la stabilité politique. Les marchés de la cocaïne ont un

effet profondément corrosif sur de nombreuses institutions étatiques d'Afrique de l'Ouest, le commerce de transit très lucratif soutenant des structures de protection bien établies qui s'étendent jusqu'à des niveaux élevés de l'appareil politique et de sécurité.<sup>27</sup>

En outre, les quantités croissantes de cocaïne et de haschisch arrivant sur les côtes d'Afrique de l'Ouest feraient passer encore davantage de cargaisons par le Sahel extrêmement instable, ce qui profiterait aux groupes armés non étatiques actifs dans les conflits armés de la région, en particulier les groupes politiques maliens signataires qui sont depuis longtemps profondément enracinés dans le commerce de la drogue. La cocaïne et le haschisch empruntent souvent les mêmes itinéraires de trafic à travers le Sahara central, et tendent à passer par la passe de Salvador pour se rendre en Libye, par exemple.<sup>28</sup> Le long de ces itinéraires, la cocaïne et le haschisch sont parfois acheminés par des groupes qui se croisent et qui paieraient les mêmes acteurs corrompus et les mêmes groupes armés.

Les marchés mondiaux de la drogue sont sans doute l'exemple ultime de la façon dont les économies illicites sont devenues aussi mondialisées que leurs homologues licites. Les écarts de prix de la cocaïne et du haschisch au Brésil et au Maroc peuvent sembler sans rapport avec les activités des contrebandiers touaregs et toubous, qui font passer des marchandises par la passe de Salvador, dans le sud de la Libye, mais elles sont liées par les facteurs mondiaux de l'offre et de la demande. Il est nécessaire d'avoir une vision plus large de l'évolution des marchés de la drogue – et, dans le cas de l'offre mondiale de cocaïne, de leur essor – pour comprendre comment fonctionne la dynamique du trafic et de la contrebande au niveau local.

## Notes

- 1 Entretien avec des agents des services répressifs, Centre d'opération et d'analyse maritime de lutte contre le trafic de drogues (stupéfiants) (MAOC-N), août 2023, par Zoom ; MAOC-N, *Spanish authorities seized significant quantities of cannabis resin destined for Brazil*, 24 juillet 2023, <https://maoc.eu/spanish-authorities-seized-significant-quantities-of-cannabis-resin-destined-for-brazil/>.
- 2 MAOC-N, *Spanish authorities seized significant quantities of cannabis resin destined for Brazil*, 24 juillet 2023, <https://maoc.eu/spanish-authorities-seized-significant-quantities-of-cannabis-resin-destined-for-brazil/>.
- 3 Entretien avec des représentants des forces de l'ordre, MAOC-N, août 2023, par Zoom.
- 4 Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, *Prices and purities of drugs*, dans le rapport mondial sur les drogues 2023 : Annexe statistique, [https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/wdr2023\\_annex.html](https://www.unodc.org/unodc/en/data-and-analysis/wdr2023_annex.html).
- 5 Entretien avec des représentants des forces de l'ordre, MAOC-N, août 2023, par Zoom. Ces derniers ont cité des chiffres fournis par la police fédérale brésilienne.
- 6 Voir, par exemple : ENACT Africa, *Maroc : A critical link in the Latin America-Europe cocaine chain*, 27 janvier 2023, <https://enactafrica.org/enact-observer/morocco-a-critical-link-in-the-latin-america-europe-cocaine-chain>.
- 7 Office des Nations unies contre la drogue et le crime, *Global report on cocaine, 2023: Local dynamics, global challenges*, mars 2023, [https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/cocaine/Global\\_cocaine\\_report\\_2023.pdf](https://www.unodc.org/documents/data-and-analysis/cocaine/Global_cocaine_report_2023.pdf).
- 8 Entretien avec des agents des services répressifs, MAOC-N, août 2023, par Zoom ; MAOC-N, *Spanish authorities seized significant*

- quantities of cannabis resin destined for Brazil*, 24 juillet 2023, <https://maoc.eu/spanish-authorities-seized-significant-quantities-of-cannabis-resin-destined-for-brazil/>.
- 9 Entretien avec des représentants des forces de l'ordre, MAOC-N, août 2023, par Zoom.
  - 10 Agencia Tributaria, *Incautado un pesquero en alta mar al este de Canarias con 15 toneladas de hachís a bordo*, 1er juin 2021, [https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/notas-prensa/notas-prensa/2021/Incautado\\_un\\_pesquero\\_en\\_alta\\_mar\\_al\\_este\\_de\\_Canarias\\_con\\_15\\_toneladas\\_de\\_hachis\\_a\\_bordo.html](https://sede.agenciatributaria.gob.es/Sede/notas-prensa/notas-prensa/2021/Incautado_un_pesquero_en_alta_mar_al_este_de_Canarias_con_15_toneladas_de_hachis_a_bordo.html).
  - 11 Ibid.
  - 12 Alice Fereday et Matt Herbert, *Strange days for hashish trafficking in Niger*, GI-TOC, 11 mai 2021, <https://globalinitiative.net/analysis/hashish-trafficking-niger/>.
  - 13 Seneweb, Saisie de 8 tonnes de haschich : La drogue était destinée à la Côte d'Ivoire, les mis en cause déferés, 12 juin 2021, [https://www.seneweb.com/news/Societe/saisie-de-8-tonnes-de-haschich-la-droque\\_n\\_349611.html](https://www.seneweb.com/news/Societe/saisie-de-8-tonnes-de-haschich-la-droque_n_349611.html).
  - 14 Entretien avec un agent de l'Office Central de Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants, 15 août 2023.
  - 15 Entretien avec le commissaire de police guinéen, Benjamin Camara, août 2023, par téléphone.
  - 16 Ibid.
  - 17 Entretien avec des représentants des forces de l'ordre, MAOC-N, août 2023, par Zoom.
  - 18 Ibid.
  - 19 Nations unies, Rapport final du Groupe d'experts établi en application de la résolution 2374 (2017) du Conseil de sécurité sur le Mali et renouvelée en application de la résolution 2484 (2019), 2020, <https://digitallibrary.un.org/record/3876820>.
  - 20 Entretien avec des représentants des forces de l'ordre, MAOC-N, août 2023, par Zoom.
  - 21 Pablo D. Almuera, *La ruta inversa del hachís: de moda en Sudamérica y los cárteles lo cambian por cocaína*, El Confidencial, 25 avril 2021, [https://www.elconfidencial.com/espana/andalucia/2021-04-25/ruta-inversa-hachis-moda-sudamerica-carteles-cocaina\\_3049772/](https://www.elconfidencial.com/espana/andalucia/2021-04-25/ruta-inversa-hachis-moda-sudamerica-carteles-cocaina_3049772/).
  - 22 Entretien avec Christian Vianna de Azevedo, haut fonctionnaire de la police fédérale et sous-secrétaire au département de la justice et de la sécurité publique à Minas Gerais, août 2023, par téléphone.
  - 23 Gabriel Feltran, Isabela Vianna Pinho et Lucia Bird Ruiz-Benitez de Lugo, *Atlantic connections: The PCC and the Brazil-West Africa cocaine trade*, GI-TOC, août 2023, <https://globalinitiative.net/analysis/brazil-west-africa-cocaine-trade/>.
  - 24 Luana Amorim, *Veleiro europeu e importação de droga: como era esquema alvo de megaoperação da PF em SC*, NSC Total, 12 avril 2023, <https://www.nscototal.com.br/noticias/veleiro-europeu-e-importacao-de-droga-como-era-esquema-alvo-de-megaoperacao-da-pf-em-sc>.
  - 25 Entretien avec un agent de l'OCRTIS, Dakar, 4 septembre 2023.
  - 26 Entretien avec Gabriel Feltran, universitaire brésilien spécialiste du PCC, septembre 2023, par téléphone.
  - 27 Lucia Bird, *Cocaine politics in West Africa: Guinea-Bissau's protection networks*, GI-TOC, 22 juin 2022, <https://globalinitiative.net/analysis/cocaine-politics-west-africa-guinea-bissau/>.
  - 28 Mark Micallef, *Shifting sands – Libya's changing drug trafficking dynamics on the coastal and desert borders*, Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, 2019, [https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/EDMR2019\\_BackgroundReport\\_Libya.pdf](https://globalinitiative.net/wp-content/uploads/2019/11/EDMR2019_BackgroundReport_Libya.pdf).

# Le coup d'État du Niger a entraîné l'arrêt de la coopération transfrontalière entre les services répressifs contre le banditisme armé dans le nord-ouest du Nigeria.

La politique en Afrique de l'Ouest est en suspens depuis le 27 juillet 2023, date à laquelle les dirigeants militaires du Niger ont annoncé le renversement du gouvernement démocratique du pays dirigé par le Président Mohammed Bazoum. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a réagi en imposant des sanctions au Niger, en suspendant l'adhésion du pays à la CEDEAO et en demandant à ses membres de fermer leurs frontières avec le pays.<sup>1</sup> Elle a également menacé d'intervenir militairement pour chasser les putschistes du pouvoir.

Le coup d'État nigérien – et la réaction régionale qu'il a suscitée – a également entraîné l'arrêt de la coopération transfrontalière en matière de répression entre le Niger et ses voisins. La frontière de plus de 1 600 kilomètres entre le Niger et le Nigeria, aujourd'hui fermée, accueille toute une série de flux transnationaux illicites et constitue la limite de plusieurs des régions les moins sûres du Nigeria. Les syndicats internationaux de vol de voitures, les flux de trafic d'êtres humains et les trafics d'armes, de munitions et de drogues traversent tous cette frontière (voir figure 1).<sup>2</sup>

Des sources de sécurité ont déclaré à l'Initiative mondiale de lutte contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC) que les conséquences du coup d'État au Niger ont entravé la collaboration transfrontalière pour lutter contre le banditisme armé dans le nord-ouest du Nigeria. Les villes frontalières de la province de Katsina ont connu une recrudescence des attaques de bandits armés, et la disponibilité accrue de munitions – introduites illégalement par la frontière avec le Niger – pourrait être un facteur déterminant.

## **Le Niger et le Nigeria ont amélioré leur coopération transfrontalière en matière de sécurité au cours de la dernière décennie afin de lutter contre Boko Haram**

Depuis une dizaine d'années, le Nigeria coopère étroitement avec les États voisins situés à sa frontière nord pour lutter contre les groupes extrémistes violents et les bandits armés. Ces mécanismes de coopération

sont nés de la nécessité de contrer les activités de Boko Haram dans le nord-est du Nigeria.

La coopération transfrontalière a connu un tournant en 2013. À la suite d'offensives militaires menées par l'État nigérian, Boko Haram a été chassé de sa base urbaine de Maiduguri, la plus grande ville de l'État de Borno. En réponse, le groupe a renforcé son influence sur un certain nombre de zones rurales, y compris le long de la frontière avec le Niger.

Grâce à sa présence accrue dans les zones frontalières, le groupe a gagné en influence sur les couloirs stratégiques pour le trafic d'armes en provenance de l'extérieur du Nigeria, notamment à Abadam, qui partage ses frontières avec le Niger et le Tchad. Un ancien commandant de Boko Haram a déclaré qu'à l'époque, la ville de Malam Fatori, siège de la zone gouvernementale locale d'Abadam et ancien bastion de Boko Haram, « nous permettait d'éviter la surveillance des frontières du Cameroun ou du Tchad lorsque nous faisons entrer des armes en provenance du Mali et de la Libye. Cette route était essentielle pour notre approvisionnement en armes. (...) Les canaux passant par le Tchad et le Cameroun ont souvent été perturbés par les forces de sécurité ».<sup>3</sup>

L'expansion de Boko Haram dans ces régions a constitué une menace pour les communautés frontalières du Nigeria, du Niger, du Cameroun et du Tchad. En réponse, les forces nigériennes et camerounaises, en coopération avec les forces nigérianes, ont traversé le Nigeria en 2013 à la poursuite de Boko Haram, marquant la première participation du Niger à une mission de combat transfrontalière contre le groupe d'insurgés.<sup>4</sup>

Aujourd'hui encore, Abadam est une plaque tournante de la contrebande d'armes et du trafic de drogue à la frontière entre le Niger et le Nigeria.<sup>5</sup> Les deux principales factions de Boko Haram – Jama'atu Ahlis Sunna Lidda'adati wal-Jihad et la province de l'État islamique en Afrique de l'Ouest (ISWAP) – s'efforcent de contrôler cette zone stratégique.<sup>6</sup>

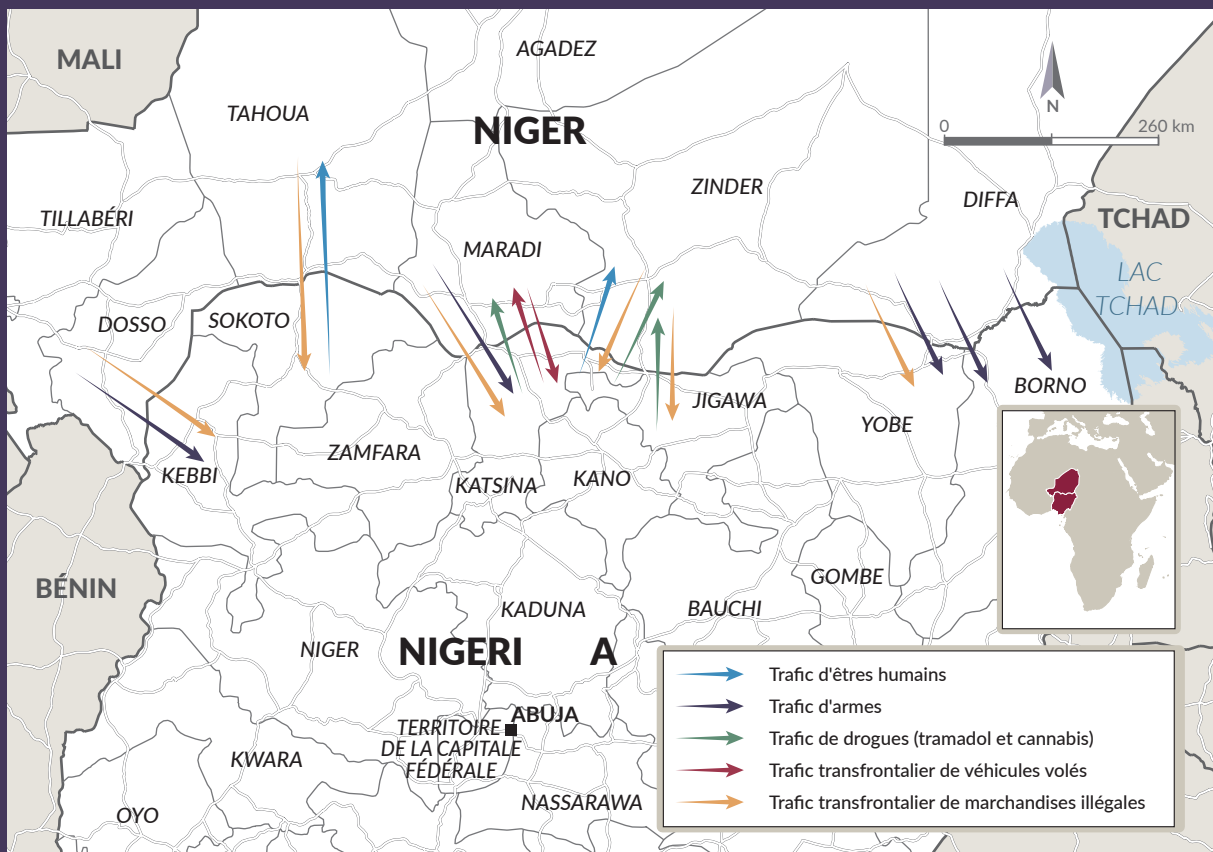


FIGURE 1 Flux illicites à la frontière entre le Nigeria et le Niger.

En 2014, Boko Haram s'est emparé de Damasak, une autre ville stratégiquement située à la frontière entre le Niger et le Nigeria dans l'État de Borno, plus à l'ouest qu'Abadam. Lorsque ses combattants ont commencé à lancer des attaques transfrontalières contre les forces de sécurité nigériennes,<sup>7</sup> le Niger, qui se contentait initialement d'organiser des opérations d'endiguement à sa frontière, s'est de plus en plus impliqué dans les efforts régionaux de lutte contre Boko Haram.

La collaboration transfrontalière s'est cristallisée avec la formation de la Force multinationale mixte (FMM) par le Nigeria, le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Bénin en 2015, à la suite de quoi le Niger a intensifié les offensives contre Boko Haram, rejoignant le Tchad pour lancer une opération transfrontalière sur les positions de Boko Haram au Nigeria. L'opération a été décrite par les médias comme « la première avancée majeure du Niger sur le territoire nigérian pour combattre Boko Haram ».<sup>8</sup>

Les opérations de la FMM ont permis de reprendre le contrôle de nombreuses zones frontalières qui étaient auparavant sous le contrôle de Boko Haram. Le Niger a réduit ses opérations transfrontalières dans le nord-est depuis 2018, se concentrant plutôt sur la patrouille de ses frontières et la contribution de quelques troupes aux opérations de la FMM.<sup>9</sup> Un commandant des forces spéciales nigériennes a déclaré au GI-TOC que la surveillance des frontières par les forces nigériennes avait eu un certain impact sur la réduction du flux d'armes et de munitions traversant la frontière via des centres de contrebande tels qu'Abadam.<sup>10</sup>

#### Les forces nigériennes et nigérianes ont également coopéré pour lutter contre le banditisme armé et le trafic d'armes dans le nord-ouest du Nigeria

Depuis au moins 2011, les bandits armés du nord-ouest du Nigeria se livrent à des enlèvements contre rançon, au vol de bétail et à l'extorsion, ce qui menace



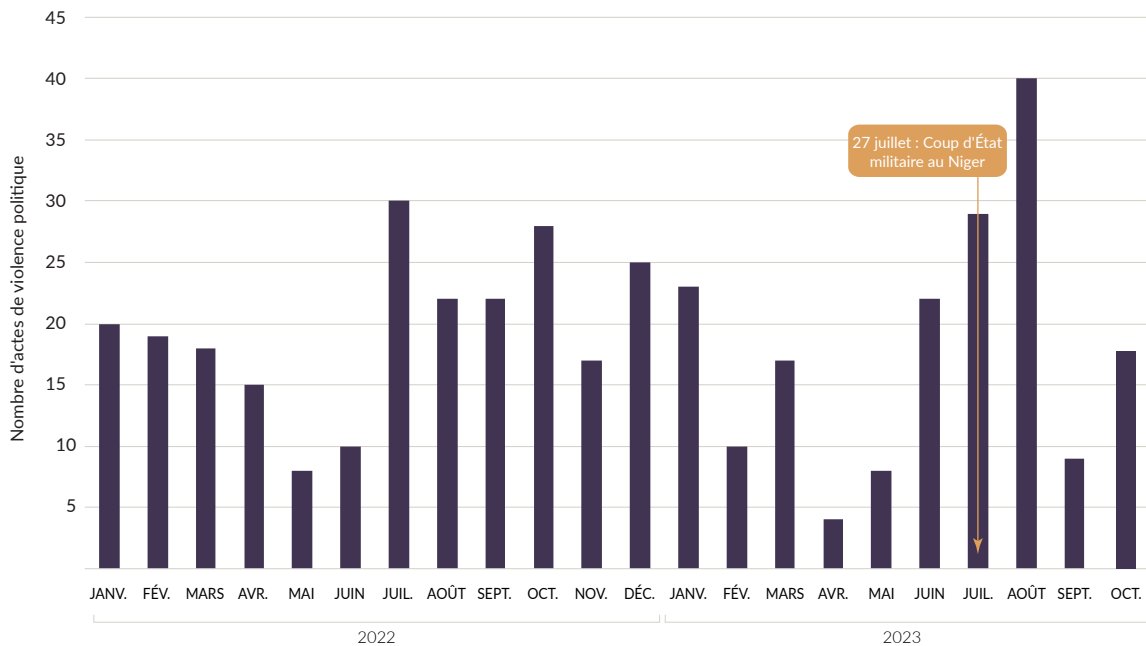
considérablement la paix dans la région. Forts de leur expérience de coopération contre Boko Haram dans le nord-est, le Niger et le Nigeria ont appliqué une approche similaire pour lutter contre ces bandits armés, notamment grâce à l'échange de renseignements entre les autorités nationales, à des enquêtes conjointes et à des opérations transfrontalières menées par les troupes nigériennes contre les bandits au Nigeria.

Ces opérations ont conduit à l'établissement de relations étroites entre certaines communautés nigériennes et les forces militaires nigériennes, qui ont été en mesure de répondre aux appels de détresse des victimes d'enlèvements, de vols de bétail et de raids.<sup>11</sup> Selon des sources de sécurité nigériennes, certaines de ces communautés sont plus susceptibles d'appeler à l'aide le Niger lorsqu'elles sont attaquées.<sup>12</sup> « Nous avons les contacts téléphoniques de certains commandants nigériens et nous avons l'habitude de les contacter pour les alerter des attaques menées contre nos communautés ou des déplacements de bandits en direction de leurs villages », a déclaré un chef local de milice à Jibiya, dans l'État de Katsina, au nord-ouest du Nigeria.<sup>13</sup>

La coopération transfrontalière a également pris pour cible les flux d'armes et de munitions. Entre mars 2022 et avril 2023, plus de 10 000 cartouches ont été saisies aux trafiquants grâce à l'échange de renseignements

entre le Nigeria et le Niger. Dans un cas, un individu a été appréhendé alors qu'il transportait de l'argent liquide à Agadez, au Niger, pour acheter des munitions pour le très réputé chef de bandits nigérian Dankarami.<sup>14</sup> En août, l'armée de l'air nigérienne déclarait que des frappes aériennes ciblant des groupes de bandits dans les États de Zamfara et de Katsina avaient tué 16 membres du réseau criminel de Dankarami.<sup>15</sup>

Selon les agents de sécurité, l'échange de renseignements et les opérations conjointes menées par les forces de sécurité des deux pays ont également permis de démanteler certains réseaux de trafiquants opérant via Jibiya.<sup>16</sup> Jibiya, ville frontalière de l'État de Katsina, est connue pour être une plaque tournante du trafic d'armes, du trafic d'êtres humains et de la contrebande de divers biens de consommation courante.<sup>17</sup> Les trafiquants ont exploité la porosité de la frontière à Jibiya pour fournir des armes à des groupes de bandits au Nigeria.<sup>18</sup> « Toutes les armes utilisées par les bandits sont introduites depuis l'autre côté de la frontière par l'intermédiaire de trafiquants d'armes opérant entre Jibiya et le Niger. C'est une activité lucrative pour les trafiquants et cruciale pour les opérations des bandits », a expliqué un chef de police de Katsina.<sup>19</sup>



**FIGURE 2** Fréquence des événements politiques dans l'État de Katsina, Nigeria, 2022-octobre 2023.

Source : ACLED

## Suite au coup d'État au Niger, la coopération sécuritaire a été interrompue

Au lendemain du coup d'État, la coopération sécuritaire entre le Niger et le Nigeria a été brusquement interrompue. Alors que les forces nigériennes font toujours partie du quartier général de la FMM à N'Djamena,<sup>20</sup> elles ont interrompu les patrouilles de sécurité transfrontalières et la surveillance dans le nord-ouest du Nigeria,<sup>21</sup> perturbant ainsi les tentatives de lutte contre le trafic d'armes et le banditisme.<sup>22</sup>

Un responsable de la sécurité au Nigeria a expliqué que la fermeture de la frontière l'a empêché d'entrer au Niger pour participer à l'interrogatoire d'un trafiquant d'armes dont il suivait la trace : « La semaine dernière, j'ai suivi un trafiquant d'armes qui se rendait au Mali pour acheter des armes pour un chef de bande basé à Jibiya (...) J'ai contacté les Nigériens grâce aux relations personnelles qui se sont développées [entre nous] et il a été arrêté. Mais je n'ai pas pu les rejoindre là-bas en raison des sanctions et de la rupture des relations de sécurité entre nos deux pays. J'ai donc perdu l'occasion de l'interroger et d'obtenir des informations précieuses sur ses transactions nigériennes, ses collaborateurs, ses collègues trafiquants et ses promoteurs ».<sup>23</sup>

Les villages de la région de Jibiya ont signalé une augmentation des attaques à la suite du coup d'État au Niger. Un membre d'un groupe d'autodéfense de la zone gouvernementale locale de Jibiya a déclaré que les bandits s'en prenaient de plus en plus à la communauté depuis la prise de pouvoir anticonstitutionnelle : « Depuis la fin du mois de juillet, les attaques contre nos communautés et les villages voisins se sont multipliées, ce qui laisse penser que ces groupes sont bien décidés à s'implanter près de la frontière.<sup>24</sup> Un habitant de la communauté de Magama, une autre ville de Jibiya, a également fait état d'une augmentation des attaques : les bandits ont manifestement profité de cette situation, car les enlèvements et les attaques contre les communautés, les fermes et la route ont désormais lieu quotidiennement ».<sup>25</sup>

Les données du projet Armed Conflict and Location Data (ACLED) corroborent ces affirmations et font état d'une

augmentation significative du nombre d'attaques dans la province de Katsina, où se trouve Jibiya, par rapport aux mois précédents en 2023. Des sources de sécurité dans la région ont décrit comment, au début 2023, une répression transfrontalière sur les routes de trafic de munitions vers le Nigeria s'est avérée efficace pour couper les approvisionnements des groupes de bandits et réduire les attaques.<sup>26</sup> Les attaques ont lentement recommencé à augmenter à la mi-2023, les bandits et les trafiquants d'armes ayant apparemment trouvé un moyen de contourner les forces de sécurité. Elles se sont multipliées à la suite du coup d'État au Niger.<sup>27</sup>

Des sources de sécurité signalent que, depuis la mi-août, les bandits arrêtés ou tués lors d'affrontements avec les forces de sécurité dans le nord-ouest du Nigeria sont souvent mieux équipés en munitions que les mois précédents. Alors qu'en mai et juin 2023, un bandit typique disposait d'un ou de deux chargeurs de munitions au moment de son arrestation, ce nombre est passé à trois ou quatre en août, ce qui laisse supposer une recrudescence du flux de munitions. Certains interlocuteurs, notant le regain d'hostilité entre les deux pays, suggèrent que la suspension de la collaboration en matière de sécurité à la suite du coup d'État est l'un des facteurs susceptibles d'influencer cette résurgence.<sup>28</sup>

## L'impact des fermetures de frontières et des sanctions

La réaction de la CEDEAO au coup d'État du Niger a suscité un débat politique animé sur la réponse diplomatique appropriée dans ces situations, le rôle des sanctions et le rôle des organisations régionales telles que la CEDEAO dans la promotion de l'État de droit. Outre ces questions politiques conceptuelles, la manière dont les sanctions sont appliquées sur le terrain pose des problèmes pratiques. Dans les villes frontalières du Niger et du Nigeria, les sanctions de la CEDEAO ont eu de graves conséquences économiques et humanitaires pour les communautés.<sup>29</sup> Une diminution de la coopération entre les forces de l'ordre – et donc un risque accru pour la sûreté et la sécurité de ces communautés en raison de la menace permanente du banditisme – représente un autre défi à relever dans cette région frontalière complexe.

## Notes

1 Martin Ronceray, *Can ECOWAS still defend democracy in West Africa after the Niger coup?*, ECDPM, 11 septembre 2023, <https://ecdpm.org/work/can-ecowas-still-defend-democracy-west-africa-after-niger-coup/>; Mohammed Yusuf, *ECOWAS unity put to test as West African coup crisis deepens*, Voice of America,

11 septembre 2023, <https://www.voanews.com/a/ecowas-unity-put-to-test-as-west-african-coup-crisis-deepens-/7263280.html>.

2 Punch, *Northern borders now human trafficking hotbed* – NAPTIP, 19 juin 2023, <https://punchng.com/northern-borders-now-human-trafficking-hotbed-naptip/>; Oluwole Ojewale et Mahmud

- Malami Sadiq, *Why Nigeria's bandits are recruiting women for gunrunning*, Institute for Security Studies, 14 août 2023, <https://issafrica.org/iss-today/why-nigerias-bandits-are-recruiting-women-for-gunrunning>; Hassane Koné, *Arms trafficking from Libya to Niger is back in business*, Institute for Security Studies, 28 juillet 2022, <https://issafrica.org/iss-today/arms-trafficking-from-libya-to-niger-is-back-in-business>; *The Guardian*, *Border closure, effects and curbing recurrence*, 31 décembre 2020, <https://guardian.ng/news/nigeria/border-closure-effects-and-curbing-recurrence/>.
- 3 Entretien avec un ancien membre de Boko Haram, août 2023, par téléphone.
  - 4 International Crisis Group, *What role for Multi National Joint Task Force in fighting Boko Haram*, 7 juillet 2020, <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/291-what-role-multinational-joint-task-force-fighting-boko-haram>.
  - 5 Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Crime organisé et instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, septembre 2022, <https://wea.globalinitiative.net/illlicit-hub-mapping/map>.
  - 6 Africa News, *Nigeria: Deadly fighting between rival jihadist groups*, 17 mars 2023, <https://www.africanews.com/2023/03/17/nigeria-deadly-fighting-between-rival-jihadist-groups/>.
  - 7 Kyari Mohammed, *Boko Haram along the Nigeria-Niger borderlands: Influences, scope, and management*, Institut français de recherche en Afrique, Nigeria, 2020, <https://books.openedition.org/ifra/2075?lang=en>.
  - 8 Madjiasra Nako et Abdoulaye Massalaki, *Chad, Niger launch joint offensive against Boko Haram in Nigeria*, Reuters, 8 mars 2015, <https://www.reuters.com/article/us-nigeria-violence-niger-idUSKBN0M40KH20150308>.
  - 9 Entretien avec un commandant des forces spéciales nigériennes, Abuja, août 2023.
  - 10 Ibid.
  - 11 Entretiens avec des habitants de Jibiya, 25 août 2023.
  - 12 Entretien avec un commandant des forces spéciales nigériennes, Abuja, août 2023.
  - 13 Entretien avec un dirigeant local, Jibiya, août 2023.
  - 14 Entretien avec un agent de sécurité à Jibiya, 26 août 2023.
  - 15 Kingsley Omonobi, *NAF air strikes kill scores of terrorists in Zamfara, Katsina*, Vanguard Nigeria, 2 août 2023, <https://www.vanguardngr.com/2023/08/naf-air-strikes-kill-scores-of-terrorists-in-zamfara-katsina/>.
  - 16 Entretien avec un commandant des forces de l'ordre, Abuja, août 2023.
  - 17 Lucia Bird et Lyes Tagziria, *Crime organisé et instabilité : Cartographie des plaques tournantes illicites en Afrique de l'Ouest*, GI-TOC, septembre 2022, <https://wea.globalinitiative.net/illlicit-hub-mapping/map>.
  - 18 Entretien avec un agent des forces de l'ordre, Jibiya, 26 août 2023.
  - 19 Entretien avec un officier de police, Katsina, juillet 2023 ; Entretien avec un représentant du gouvernement local, Jibiya, juillet 2023.
  - 20 Entretien avec un haut responsable de la sécurité, Abuja, septembre 2023.
  - 21 Entretiens avec des habitants et des agents des forces de l'ordre, Jibiya, juillet-septembre 2023.
  - 22 Entretien avec un expert en sécurité basé au Niger, août 2023. L'expert en sécurité a expliqué que toute augmentation ou diminution des flux d'armes vers le Nigeria aurait résulté de changements significatifs dans les patrouilles militaires influencées par la fermeture de la frontière.
  - 23 Entretien avec un agent de sécurité, 3 septembre 2023.
  - 24 Entretien avec un membre d'un groupe d'autodéfense local, Jibiya, septembre 2023.
  - 25 Entretien avec un habitant de Jibiya, août 2023.
  - 26 Entretien avec un agent des forces de l'ordre, Jibiya, 26 août 2023.
  - 27 Ibid.
  - 28 Entretiens avec des agents de sécurité, Jibiya et Abuja, août-septembre 2023.
  - 29 Shehu Salmanu et Mimi Mefo Takambou, *Niger coup: ECOWAS sanctions hit border towns*, DW, 22 août 2023, <https://www.dw.com/en/niger-coup-ecowas-sanctions-hit-border-towns/a-66592852>.

Les bulletins de risque sont des productions régulières de nos observatoires régionaux, qui mobilisent des réseaux de la société civile pour fournir de nouvelles données, et contextualiser les tendances liées aux réseaux criminels organisés, au commerce illicite ainsi qu'aux réponses qu'y apportent les États. Si vous souhaitez vous abonner aux prochains numéros du bulletin de risque, inscrivez-vous ici ou bien envoyez un e-mail à l'adresse [Lyes.Tagziria@globalinitiative.net](mailto:Lyes.Tagziria@globalinitiative.net).

#### À PROPOS DE THE GLOBAL INITIATIVE

The Global Initiative Against Transnational Organized Crime (l'Initiative mondiale contre la criminalité organisée transnationale, GI-TOC) est un réseau international de 600 experts répartis à travers le monde. Global Initiative fournit une plateforme destinée à promouvoir un débat plus large et des approches innovantes comme composantes d'une stratégie mondiale inclusive contre le crime organisé.

[www.globalinitiative.net](http://www.globalinitiative.net)

Ce bulletin de risque est une production d'un projet de la GI-TOC soutenu par l'office allemand des Affaires étrangères. Les opinions exprimées dans ce bulletin ne reflètent pas nécessairement celles de l'office des Affaires étrangères.

Soutenu par



Federal Foreign Office



**GLOBAL  
INITIATIVE**  
AGAINST TRANSNATIONAL  
ORGANIZED CRIME